



AC ENVIRONNEMENT

DIAGNOSTICS IMMOBILIERS

AGENCE HAUTE Vienne

4 Rue Fernand Malinvaud
87220 FEYTIAT
Tel : 0519741460
Fax :

COORDONNÉES DESTINATAIRE

Société SA D'H.L.M. FRANCE LOIRE
33 Rue du Faubourg de Bourgogne - CS 51557
45000 ORLEANS

DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE



RÉFÉRENCE

Référence : 002ER235365

A communiquer pour toute correspondance

Réalisé le : 31/10/2022

Reférence mandataire : Mandataire

DÉSIGNATION DU BIEN

Autres Privatif

8 RUE ARAGON

18240 BELLEVILLE SUR LOIRE

PROPRIÉTAIRE

Société SA D'H.L.M. FRANCE LOIRE

33 Rue du Faubourg de Bourgogne -
CS 51557

45000 ORLEANS

Diagnostics



AC Environnement - 64 Rue Clément Ader 42153 RIORGES - Fax : 04 77 44 92 48
SIRET : 44135591400298 - N° de TVA Intracommunautaire : FR03441355914 - Code APE : 7120B
Assurée par HDI Global SE 76208471-30015

APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE
N° Vert 0 800 400 100
www.ac-environnement.com

Note de synthèse



AMIANTE : Dossier Amiante Parties Privatives (DAPP) (Liste A)

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

Absence



AMIANTE : Dossier amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Présence



ELECTRICITÉ

L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.

Présence



ERP

Le bien est situé dans une zone à risque. (cf Etat des Risques et Pollutions)

Présence



AC ENVIRONNEMENT

DIAGNOSTICS IMMOBILIERS

AGENCE HAUTE Vienne

4 Rue Fernand Malinvaud
87220 FEYTIAT
Tel : 0519741460
Fax :

COORDONNÉES DESTINATAIRE

Société SA D'H.L.M. FRANCE LOIRE
33 Rue du Faubourg de Bourgogne - CS 51557
45000 ORLEANS

DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE



RÉFÉRENCE

Référence : 002ER235365

A communiquer pour toute correspondance

Réalisé le : 31/10/2022

Reférence mandataire : Mandataire

DÉSIGNATION DU BIEN

Autres Privatif
8 RUE ARAGON
18240 BELLEVILLE SUR LOIRE

PROPRIÉTAIRE

Société SA D'H.L.M. FRANCE LOIRE
33 Rue du Faubourg de Bourgogne -
CS 51557
45000 ORLEANS

Diagnostics



AC Environnement - 64 Rue Clément Ader 42153 RIORGES - Fax : 04 77 44 92 48
SIRET : 44135591400298 - N° de TVA Intracommunautaire : FR03441355914 - Code APE : 7120B
Assurée par HDI Global SE 76208471-30015

APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE
N° Vert 0 800 400 100
www.ac-environnement.com

Note de synthèse



AMIANTÉ : Dossier Amiante Parties Privatives (DAPP) (Liste A)

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

Absence



AMIANTÉ : Dossier amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Présence



ELECTRICITÉ

L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.

Présence



ERP

Le bien est situé dans une zone à risque. (cf Etat des Risques et Pollutions)

Présence

Rapport de repérage des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante à intégrer au Dossier Amiante Parties Privatives (DAPP)

Mission de repérage réalisée selon les dispositions des articles R1334-16, R1334-20, R1334-23, R1334-24 et R1334-29-4 du Code de la santé publique, et conformément à l'arrêté du 12 Décembre 2012 modifiés relatifs au repérage des matériaux et produits des listes A contenant de l'amiante, à l'arrêté du 24 Décembre 2021 ainsi qu'à la norme NF X46-020 d'août 2017.



A - RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

A-1 DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE

Adresse : 8 RUE ARAGON 18240 BELLEVILLE SUR LOIRE
Batiment : NC
Etagé : NC
Références client : BVIL-MI_BVIL-MI-8A_007497

N° de lot : Non communiqué
Désignation : Autres Privatif

Date de construction/permis de construire : Avant 2020
Fonction du bâtiment : Autres

A-3 OPERATEUR DE REPERAGE

Nom prénom : BECQUET VALENTIN
Certification n° : CPDI 4965
Délivré le : 03/03/2020
Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par ICERT - Parc d'Affaires, Espace Performance - Bât K - 35760 ST Grégoire

V. Becquet

A-2 PROPRIETAIRE / DONNEUR D'ORDRE

Propriétaire :
Société SA D'H.L.M. FRANCE LOIRE
33 Rue du Faubourg de Bourgogne - CS 51557
45000 ORLEANS

Donneur d'ordre :
Société SA D'H.L.M. FRANCE LOIRE
33 Rue du Faubourg de Bourgogne - CS 51557
45000 ORLEANS

Date commande : 31/10/2022
Date repérage : 31/10/2022
Représentant du DO : Société SA D'H.L.M. FRANCE LOIRE
Rapport émis le : 08/11/2022

A-4 ASSURANCE

Société & Siret : AC Environnement - 44135591400298
Assurance : HDI Global SE 76208471-30015
Date de validité : du 01/01/2022 au 31/12/2022

PRÉSENCE D'AMIANTE DANS LE CADRE DE LA MISSION Non
PRÉSENCE DE LOCAUX OU PARTIES DE LOCAUX NON VISITÉS ET OU Non
DE COMPOSANTS OU PARTIES DE COMPOSANTS NON INSPECTÉS

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité

B - SOMMAIRE

A - Renseignements administratifs

- A-1 - Désignation de l'immeuble
- A-2 - Propriétaire / Donneur d'ordre
- A-3 - Opérateur de repérage
- A-4 - Assurance

B - Sommaire

C - Locaux ou parties de locaux et composants ou parties de composant

- C-1 - Locaux visités
- C-2 - Locaux ou partie(s) de locaux non visité(s) et composant(s)

ou partie(s) de composant non inspecté(s)

D - Conclusion(s)

- D-1 - Conclusion(s) du rapport de mission
- D-2 - Commentaire(s) et réserve(s)

E - Conditions de repérage

- E-1 - Rapport(s) précédemment réalisé(s)
- E-2 - Objet, méthodologie et cadre juridique de l'intervention
- E-3 - Périmètre de repérage
- E-4 - Conditions de réalisation du repérage

F - Grille de résultat du repérage

G - Obligations réglementaires du propriétaire

H - Recommandations générales de sécurité

Annexes

- Plan de repérage technique
- Reportage photographique
- Etat de conservation des matériaux de la liste A
- Fiche d'identification et de cotation des prélèvements
- Rapport(s) d'analyse(s) du laboratoire
- Documents

C - LOCAUX OU PARTIE(S) DE LOCAUX ET COMPOSANT(S) OU PARTIE(S) DE COMPOSANT

C-1 LISTE DES LOCAUX VISITÉS

Plan	Volume	Plan	Volume
Rez de Chaussée	Vol 1 (Entrée)	Rez de Chaussée	Vol 2 (Autre local privatif)
Rez de Chaussée	Vol 3 (WC)	Rez de Chaussée	Vol 4 (Cuisine)
Rez de Chaussée	Vol 5 (Séjour)	1er Étage	Vol 6 (Dégagement)
1er Étage	Vol 7 (Salle de bains)	1er Étage	Vol 8 (Chambre 1)
1er Étage	Vol 9 (Chambre 2)	1er Étage	Vol 10 (Chambre 3)
1er Étage	Vol 11 (Autre local privatif)		

C-2 LOCAUX OU PARTIE(S) DE LOCAUX NON VISITÉ(S) ET COMPOSANT(S) OU PARTIE(S) DE COMPOSANT NON INSPECTÉ(S)

Liste des locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :

Localisation	Justification(s)	Investigation complémentaire restant à réaliser	Moyen d'accès à mettre en oeuvre
Néant	Néant	Néant	Néant

D - CONCLUSIONS

D-1 CONCLUSION(S) DU RAPPORT DE MISSION

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

D-2 COMMENTAIRE(S) ET RESERVE(S)

Néant

E - CONDITIONS DE REPÉRAGE

E-1 RAPPORT(S) PRECEDEMMENT REALISE(S)

Date	Références	Principales conclusions
Sans objet	Sans objet	Sans objet

E-2 OBJET, METHODOLOGIE ET CADRE JURIDIQUE DE L'INTERVENTION

Objet de la mission :

Etablir le rapport de repérage des matériaux et produit de la liste A de l'annexe 13-9 du code de la santé publique en vue de la constitution du Dossier Amiante - Parties Privatives.

Obligation réglementaire de constitution du DAPP :

Le présent rapport devra être joint par le propriétaire aux autres pièces constitutives du Dossier Amiante Parties Privatives du bien, telles que définies à l'article R1334-29-4 du Code de la santé publique.

Méthodologie :

Rechercher, identifier, localiser et évaluer l'état de conservation des flocages, calorifugeages et faux plafond accessibles sans travaux destructifs.

Cadre réglementaire et normatif :

- Code de la santé publique : articles R1334-16, R1334-20, R1334-23, R1334-24 et R1334-29-4, listes A de l'annexe 13-9;
- Décret n°2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis;
- Arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage;
- Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.
- Décret n°2021-872 du 30 juin 2021 recodifiant la partie réglementaire du livre 1er du code de la construction de l'habitation et fixant les conditions de mise en oeuvre des solutions d'effet équivalent.
- Norme NF X46-020 Août 2017;

Limite de la mission:

Le présent rapport de repérage correspond à l'Etat relatif à la présence ou l'absence d'amiante à produire en cas de vente, prévu à l'article L1334-13 et R1334-29-7 du Code de la santé publique, dans les limites de réalisation de la mission rappelées dans le présent rapport. Le présent rapport de repérage n'est pas suffisant pour couvrir les obligations d'évaluation initiale du risque amiante du propriétaire/donneur d'ordre/maître d'ouvrage en cas de travaux, prévues par le code du travail aux articles R4412-97 à R4412-97-6. En cas de travaux, le propriétaire propriétaire/donneur d'ordre/maître d'ouvrage devra fournir aux entreprises intervenantes un repérage amiante avant travaux, réalisé selon les dispositions de l'article R4412-97 du Code du travail et dans les conditions prévues dans l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations dans les immeubles bâtis.

E-3 PERIMETRE DE REPERAGE

Notre périmètre de repérage porte sur l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble listés au point C-1 du présent rapport et figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités listés au point C-2.

E-4 CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

Programme de repérage

Le programme de repérage de la mission est constitué exclusivement par les matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 du Code de la santé publique, conformément aux obligations du propriétaire énoncées dans l'article R1334-16 du même code :

Liste A mentionnée à l'article R 1334-20

Composant à sonder ou à vérifier

Flocages

Calorifugeages

Faux plafonds

F - GRILLE DE RESULTAT DU REPERAGE

Localisation	Categorie	Composant	Partie de composant	Liste	Action	Description	Précision	Ref pré.	Descriptif	Résultat	Conclusion	EC
--------------	-----------	-----------	---------------------	-------	--------	-------------	-----------	----------	------------	----------	------------	----

Plan : 1er Étage

Vol 6 (Dégagement)										Néant*	Absence	
Vol 7 (Salle de bains)										Néant*	Absence	
Vol 8 (Chambre 1)										Néant*	Absence	
Vol 9 (Chambre 2)										Néant*	Absence	
Vol 10 (Chambre 3)										Néant*	Absence	
Vol 11 (Autre local privatif)										Néant*	Absence	

Plan : Rez de Chaussée

Vol 1 (Entrée)										Néant*	Absence	
Vol 2 (Autre local privatif)										Néant*	Absence	
Vol 3 (WC)										Néant*	Absence	
Vol 4 (Cuisine)										Néant*	Absence	
Vol 5 (Séjour)										Néant*	Absence	

* Conformément à l'article R 1334-20 (Liste A) définissant l'ensemble des composants dont les parties sont à sonder ou à vérifier, après intervention de l'opération de repérage, les locaux investigués ne présentent aucun de ces éléments.

G - OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES DU PROPRIETAIRE

RECOMMANDATIONS DE GESTION ADAPTÉES AUX BESOINS DE PROTECTION DES PERSONNES

Produits de la liste A (flocage-calorifugeage-faux plafond) :

Score 1 :

L'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception ;

Score 2 :

La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R. 1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception ;

Score 3 :

Les travaux de retrait ou de confinement sont achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation. Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées sont mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et, dans tous les cas, à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux. Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné :

- dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre,
- dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

H - RECOMMANDATIONS GENERALES DE SECURITE

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en oeuvre des mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R.1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en oeuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation, ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations Générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre une exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec l'exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants, ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Le risque de cancer du poulmon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristiques, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante, en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les professionnels pour la gestion des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels formés dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement des matériaux et produits contenant de l'amiante doivent être certifiées.

Tous les travailleurs susceptibles d'intervenir sur les matériaux amiantés (comme les opérateurs de repérage, électriciens, couvreurs, services techniques, etc...) doivent avoir suivi une formation en adéquation avec le niveau de responsabilité du travailleur. Le code du travail exige pour les activités et interventions sur matériaux contenant de l'amiante que les travailleurs affectés soient notamment formés au préalable à la prévention des risques liés à l'amiante (article R.4412-100 du code du travail), bénéficie d'un suivi médical (article R.4412-44 du code du travail). Il convient par ailleurs que l'employeur établisse avant toute intervention un mode opératoire (article R.4412-140 du code du travail), qui doit être transmis à l'inspecteur du travail, les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et le cas échéant, l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM), l'institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (INRS) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières lors d'interventions ponctuelles non répétées, comme par exemple :

- accrochage d'un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, comme par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'un vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante ;

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique) et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a) Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante doivent être conditionnés en sacs étanches et étiquetés avant leur sortie de la zone de confinement.

Seuls les déchets où l'amiante est fortement lié (les dalles de sol ou amiante lié à des matériaux inertes par exemple) peuvent être entreposés temporairement sur le chantier, sur une aire d'entreposage couverte permettant de prévenir les risques de rupture d'intégrité de leur conditionnement. L'accès à l'aire d'entreposage est interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux.

Les autres déchets contenant de l'amiante sont évacués vers les installations de traitement des déchets dès leur sortie de la zone de confinement. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.

b) Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c) Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amiante doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d) Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinee.org.

e) Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861).

Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

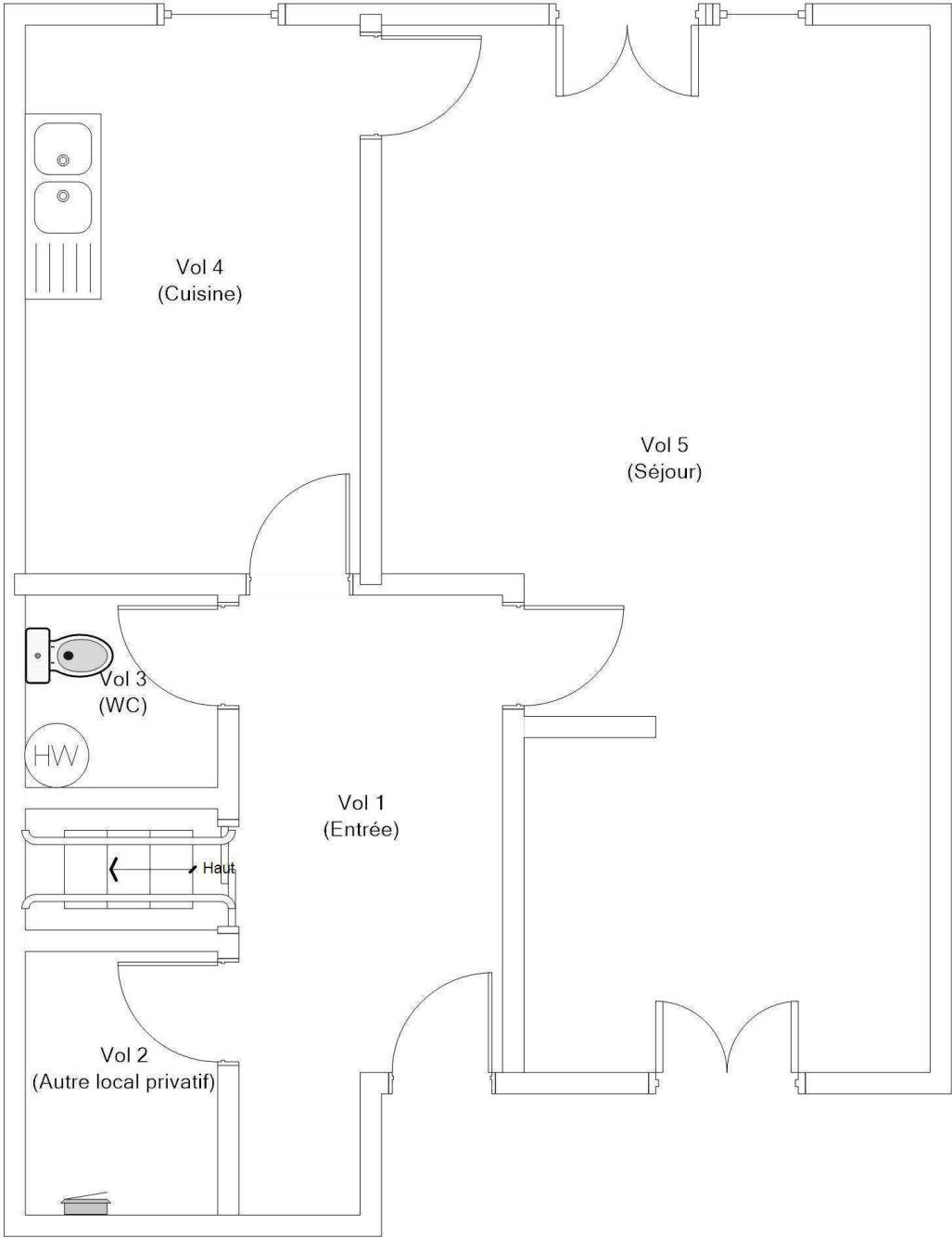
Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

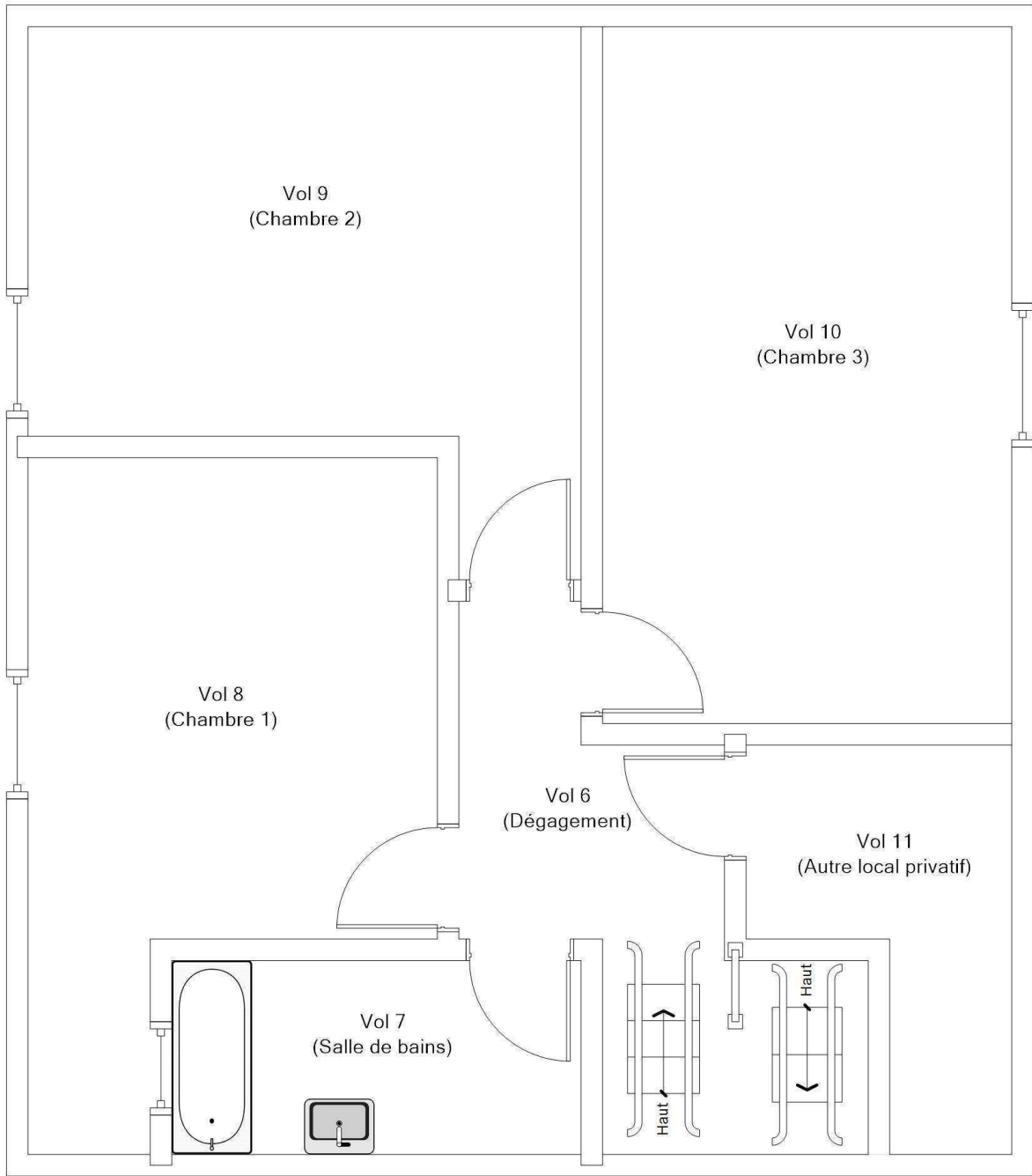

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

ANNEXE : PLANS DE REPÉRAGE DES MPCA

Ref.	Plans	Titre du plan
	Rez de Chaussée	Rez de Chaussée - Plan de repérage - Actions menées
	1er Étage	1er Étage - Plan de repérage - Actions menées

Légende



1ER ÉTAGE - PLAN DE REPÉRAGE - ACTIONS MENÉES				Référence: 002ER235365
<div></div>	Légende			
	Adresse du bien	Désignation	Date intervention	Technicien intervenant
	8 RUE ARAGON 18240 BELLEVILLE SUR LOIRE	Autres Privatif	31/10/2022	BECQUET VALENTIN

Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti

Selon le Décret 2017-899 du 9 mai 2017, pris en application de l'article L.4412-2 du Code du travail. Méthodologie d'intervention et contenu du rapport selon l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations dans les immeubles bâtis, selon l'arrêté du 14 Décembre 2021 et selon la norme NF X 46-020 d'août 2017 (2ème tirage) "Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis – Mission et méthodologie."

A - RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS



A-1 DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE

Adresse : 8 RUE ARAGON 18240 BELLEVILLE SUR LOIRE

Référence client : BVIL-MI_BVIL-MI-8A_007497

Désignation : Autres Privatif

Date de construction : Avant 2020

A-3 OPÉRATEUR DE REPÉRAGE

Nom : BECQUET VALENTIN

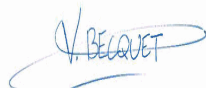
Accompagnateur : GUILLOU Melvil (0800 400 100)

Date de repérage : 31/10/2022

Numéro attestation : CPDI 4965

Délivré le : 03/03/2020

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par ICERT - Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K - 35760 ST Grégoire



A-2 PROPRIÉTAIRE / DONNEUR D'ORDRE

Propriétaire :
Société SA D'H.L.M. FRANCE LOIRE
33 Rue du Faubourg de Bourgogne - CS 51557
45000 ORLEANS

Donneur d'ordre :
Société SA D'H.L.M. FRANCE LOIRE
33 Rue du Faubourg de Bourgogne - CS 51557
45000 ORLEANS

A-4 SOCIÉTÉ

Société & Siret : AC Environnement (N° 44135591400298)

Date du rapport : 08/11/2022

Assurance : HDI Global SE 76208471-30015

A Riorges, le 08/11/2022

PRÉSENCE D'AMIANTE DANS LE CADRE DE LA MISSION

Oui

PRÉSENCE DE LOCAUX OU PARTIES DE LOCAUX NON VISITÉS ET OU
DE COMPOSANTS OU PARTIES DE COMPOSANTS NON INSPECTÉS

Non

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité.

B - SOMMAIRE

A - Renseignements administratifs

- A-1 - Désignation de l'immeuble
- A-2 - Propriétaire / Donneur d'ordre
- A-3 - Opérateur de repérage
- A-4 - Société

B - Sommaire

C - Locaux ou parties de locaux et composants ou parties de composant

- C-1 - Locaux visités
- C-2 - Locaux ou partie(s) de locaux non visité(s) et composant(s) ou partie(s) de composant non inspecté(s)

D- Etude préalable

- D-1 - Descriptif des travaux envisagés
- D-2 - Périmètre du bâtiment concerné
- D-3 - Objectif de la mission
- D-4 - Document(s) mis à disposition
- D-5 - Périmètre et programme de repérage de l'opérateur
- D-6 - Motifs de réduction ou d'augmentation du nombre de prélèvements
- D-7 - Adjonction(s) ou exclusion(s) par rapport à la norme NF 46-020
- D-8 - Conditions existantes au moment du prélèvement

E - Conditions de repérage

- E-1 - Modalités de repérage
- E-2 - Moyens d'investigation
- E-3 - Obligations de communication du rapport de repérage

F - Conclusions

- F-1 - Conclusion(s) du présent rapport de repérage
- F-2 - Réserves / Commentaires

G - Grille de résultats du repérage

Annexes

- Annexe : Plans
- Annexe : Reportage photographique
- Annexe : Grille d'évaluation de l'état de conservation
- Annexe : Prélèvements et analyses

C - LOCAUX OU PARTIE(S) DE LOCAUX ET COMPOSANT(S) OU PARTIE(S) DE COMPOSANT

C-1 LISTE DES LOCAUX VISITÉS

Rez de Chaussée - Vol 1 (Entrée)	Rez de Chaussée - Vol 2 (Autre local privatif)
Rez de Chaussée - Vol 3 (WC)	Rez de Chaussée - Vol 4 (Cuisine)
Rez de Chaussée - Vol 5 (Séjour)	1er Étage - Vol 6 (Dégagement)
1er Étage - Vol 7 (Salle de bains)	1er Étage - Vol 8 (Chambre 1)
1er Étage - Vol 9 (Chambre 2)	1er Étage - Vol 10 (Chambre 3)
1er Étage - Vol 11 (Autre local privatif)	

C-2 LOCAUX OU PARTIE(S) DE LOCAUX NON VISITÉ(S) ET COMPOSANT(S) OU PARTIE(S) DE COMPOSANT NON INSPECTÉ(S)

Localisation / Désignation	Justification	Investigation complémentaire restant à réaliser
Sans objet	Sans objet	Sans objet

D - ÉTUDE PRÉALABLE

D-1 PROGRAMME DE TRAVAUX DU DONNEUR D'ORDRE

- réfection de l'ensemble des sols du logement (avec ou sans ré-agréage de la chape, hors réfection des éventuels carrelages et plinthes carrelées),
- réfection/embellissements de l'ensemble des murs du logement (rebouchage des trous, enduits, peintures, papiers peints y compris plinthes, boiseries, canalisations, radiateurs)
- réfection de la cuisine, des sanitaires et de la salle de bain (remplacement des meubles sous évier, lavabos, baignoires, robinetteries, ballon d'eau chaude, chaudière, refixations, remplacement de faïences ou des dossierets complets),
- réfection électrique (mise aux normes NFC 15100), gaz, eau froide, eau chaude, évacuations intérieures, du logement
- réfection des mastics éventuels des menuiseries extérieures, remplacement de vitrages, réglages, volets roulants.
- remplacement / création de portes de placards, d'étalonnage de porte, fixation de butées et seuils, réglages...

D-2 PÉRIMÈTRE DU BATIMENT CONCERNÉ DÉFINI PAR LE DONNEUR D'ORDRE

Le périmètre des travaux concerne le logement intérieur

D-3 OBJECTIF DE LA MISSION

Ce repérage a pour objectif d'identifier et localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante incorporés ou faisant indissociablement corps avec l'immeuble ou la partie d'immeuble sur lequel des travaux sont programmés.

D-4 DOCUMENTS MIS A DISPOSITION PAR LE DONNEUR D'ORDRE

Aucun

D-5 PROGRAMME ET PÉRIMÈTRE DE REPÉRAGE DÉFINI PAR L'OPÉRATEUR DE REPÉRAGE

Sur la base de la liste en annexe 1 de l'arrêté du 16 juillet 2019, ainsi que sur la base des informations transmises par le donneur d'ordre et après étude du périmètre et du programme de travaux envisagé, nous avons inspecté tous les matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante affectés par les travaux pour les ouvrages ou composants de la construction

Ouvrage ou composant de la construction inspecté	Plan de l'immeuble	Locaux	Localisation
Revêtement de sol	Rez de Chaussée	Vol 1 (Entrée) - Vol 2 (Autre local privatif) - Vol 3 (WC) - Vol 4 (Cuisine) - Vol 5 (Séjour)	
Equipements divers et accessoires	Rez de Chaussée	Vol 4 (Cuisine)	
Parois verticales intérieures et enduits	Rez de Chaussée	Vol 4 (Cuisine) - Vol 5 (Séjour)	
Plafond et faux-plafonds	Rez de Chaussée	Vol 4 (Cuisine)	
Revêtement de mur	Rez de Chaussée	Vol 4 (Cuisine)	
Equipements divers et accessoires	1er Étage	Vol 7 (Salle de bains)	
Revêtement de mur	1er Étage	Vol 7 (Salle de bains)	
Revêtement de sol	1er Étage	Vol 7 (Salle de bains) - Vol 8 (Chambre 1) - Vol 11 (Autre local privatif)	
Plafond et faux-plafonds	1er Étage	Vol 11 (Autre local privatif)	

D-6 MOTIF(S) AYANT PU CONDUIRE A RÉDUIRE OU AUGMENTER LE NOMBRE DE PRÉLÈVEMENTS TEL QU'INDIQUÉ EN ANNEXE A DE LA NORME NF 46-020 POUR CHACUN DES MATÉRIEUX ET PRODUITS REPÉRÉS

Sans Objet

D-7 ADJONCTION(S) OU EXCLUSIONS PAR RAPPORT A LA NORME NF 46-020

Sans Objet

D-8 CONDITIONS EXISTANTES AU MOMENT DU PRÉLÈVEMENT SUSCEPTIBLES D'INFLUENCER L'INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS DES ANALYSES

Sans Objet

E - CONDITIONS DE REPÉRAGE

E-1 MODALITÉS DE REPÉRAGE

Dans un premier temps, dans le périmètre des travaux, et selon le programme de repérage découlant du programme des travaux envisagés, l'opérateur de repérage recherche la présence de Matériaux et Produits Susceptibles de Contenir de l'Amiante (MPSCA) faisant indissociablement corps avec le bâti et qui seront sollicités directement ou indirectement par les travaux. Ces MPSCA correspondent entre autre aux parties d'ouvrages ou de composants à inspecter ou à sonder de la « Liste non exhaustive des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante à repérer » de l'annexe 1 de l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations dans les immeubles bâtis. Toutefois, cette liste n'étant pas exhaustive, s'il a connaissance d'autres MPSCA, il les repère également.

L'inspection des ouvrages doit être exhaustive. Le repérage peut nécessiter des sondages destructifs ou des démontages particuliers. Par exemple, il convient de procéder aux investigations suivantes :

- les plénums doivent être inspectés ;
- les gaines techniques doivent être contrôlées ;
- les cloisons démontables doivent être examinées (têtes, pieds et joints de la cloison, réservations) ;
- les éléments de façade, gaines maçonnées, joints de cloisons devront être sondés ou démontés s'il y a présomption de présence de matériaux contenant de l'amiante.

L'ensemble du périmètre du bâtiment concerné par les travaux doit être visité et inspecté. En cas de défaut d'accessibilité du fait du donneur d'ordre et alors que l'opérateur lui a au préalable demandé les moyens d'accès adaptés (démontage spécifique, ouverture de gaine ou de volume vide sans accès prévu, fourniture de nacelle, etc.), l'opérateur rédigera un pré-rapport.

Lorsque, dans des cas très exceptionnels et qui doivent être justifiés, certaines parties d'ouvrages ne sont pas accessibles avant que les travaux ne commencent, l'opérateur de repérage rédige un rapport dans lequel il émet les réserves correspondantes et préconise les investigations approfondies complémentaires qui devront être réalisées entre les différentes étapes des travaux.

Il examine de façon exhaustive tous les locaux et parties de locaux situés dans le périmètre des travaux. La définition de zones présentant des similitudes d'ouvrage permet d'optimiser le nombre de prélèvements qui sont transmis pour analyse. Les sondages itératifs et comparatifs permettent de déterminer les limites et l'étendue des zones présentant des similitudes d'ouvrage.

Dans un second temps, et pour chacun des ouvrages ou composants repérés, en fonction des informations dont il dispose et de sa connaissance des matériaux et produits utilisés, il atteste, le cas échéant, de la présence ou de l'absence d'amiante. En cas de doute et selon les prescriptions réglementaires et normatives il détermine les prélèvements et analyses de matériaux nécessaires pour conclure.

Conformément aux prescriptions de l'arrêté du 16 juillet 2019 et de la norme NF X46-020 d'août 2017 (2ème tirage), les analyses des échantillons de ces produits et matériaux sont réalisées couches par couches par un organisme accrédité par le COFRAC.

L'opérateur de repérage veille à la traçabilité des échantillons prélevés : ces échantillons sont repérés de manière que les ouvrages dans lesquels ils ont été prélevés puissent être identifiés.

E-2 MOYENS D'INVESTIGATION

Pour la réalisation de notre repérage, nos moyens d'investigations mis en œuvre garantissent la réalisation d'investigations approfondies destructives et non destructives, telles que :

- Dépose de certains blocs prises pour examiner la composition interne des cloisons.
- Dépose des éléments de finition (plinthes, couvre-joints, etc) des cloisons démontables pour examiner les têtes, pieds et joints de ces cloisons.
- Détermination des sondages destructifs ou les démontages particuliers nécessaires pour permettre d'accéder aux matériaux susceptibles de contenir de l'amiante (élément de façade, gaine maçonnée, joint de cloisons, etc). Dans le cas où le risque de découverte de matériaux et produits friables contenant de l'amiante est probable, les moyens de prévention adéquats devront être mis en œuvre.
- Classement des matériaux et produits selon leurs caractéristiques.
- Prélèvements pour déterminer par analyse, lorsque les marquages des matériaux ou les documents consultés par l'opérateur de repérage ne lui ont pas permis de conclure, la présence effective d'amiante dans des matériaux et produits susceptibles d'en contenir.

E-3 OBLIGATIONS DE COMMUNICATION DU RAPPORT DE REPERAGE

Le présent rapport est à communiquer à toute personne physique ou morale amenée à concevoir, organiser ou exécuter des travaux dans l'immeuble bâti.

Il est rappelé en outre les dispositions de l'article 11 de l'arrêté du 16/07/2019 :

« Si le donneur d'ordre n'est pas le propriétaire de l'immeuble bâti concerné par la mission de repérage, il adresse à ce dernier une copie du rapport établi par l'opérateur de repérage. En cas de mission de repérage portant sur une partie privative d'un immeuble collectif à usage d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier amiante - parties privatives » (DAPP) prévu au I de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DAPP, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur les parties communes d'un immeuble collectif à usage d'habitation ou sur un immeuble non utilisé à fin d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier technique amiante » (DTA) prévu au I de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique ainsi que de sa fiche récapitulative, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DTA, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur tout ou partie d'un immeuble d'habitation ne comprenant qu'un seul logement, son propriétaire conserve le rapport ou le pré-rapport restituant les conditions de réalisation et les conclusions de cette recherche d'amiante avant travaux. Il communique ce rapport ou ce pré-rapport, sur leur demande, à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi qu'aux agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés à l'article L. 8211-1 du code du travail, aux agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et, en cas d'opération relevant du champ de l'article R. 4534-1 du code du travail, de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics. »

F - CONCLUSIONS

F-1 CONCLUSIONS(S) DU PRÉSENT RAPPORT DE REPÉRAGE

L'opérateur de repérage n'ayant pu mener à son terme la mission décrite en tête de rapport, le donneur d'ordre doit faire réaliser des investigations approfondies ou mettre en œuvre des moyens d'accès spécifiques.

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Localisation	Catégorie	Composant	Partie de composant	Sur avis / réf pré.
Vol 4 (Cuisine)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Dalles plastiques	P3
Vol 1 (Entrée)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Dalles plastiques	P3
Vol 2 (Autre local privatif)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Dalles plastiques	P3
Vol 3 (WC)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Dalles plastiques	P3
Vol 5 (Séjour)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Dalles plastiques	P3
Vol 4 (Cuisine)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Colle bitumeuse	P4
Vol 1 (Entrée)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Colle bitumeuse	P4
Vol 2 (Autre local privatif)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Colle bitumeuse	P4
Vol 3 (WC)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Colle bitumeuse	P4
Vol 5 (Séjour)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Colle bitumeuse	P4

L'attention du donneur d'ordre/maître d'ouvrage/propriétaire est attirée sur le fait qu'en présence de locaux ou de partie de locaux non visités, de composants ou de parties de composant non inspectés faisant partie du périmètre et du programme des travaux, l'information sur la présence ou l'absence d'amiante ne peut être considérée comme exhaustive et ses obligations réglementaires de repérage définies aux articles R4412 - 97 et suivants du Code du travail ne sont pas remplies. Des investigations approfondies complémentaires seront à réaliser lorsque ces locaux/ parties de locaux, composant ou partie de composant seront accessibles de manière sécurisée.

Localisation	Matériau	Justification	Investigation complémentaire restant à réaliser	Moyen d'accès à mettre en oeuvre
Vol 8 (Chambre 1)	Plancher	Parquet flottant non démontable le jour de l'intervention		

F-2 RÉSERVES / COMMENTAIRES

Exhaustivité des volumes sous doublages (Encoffrements, faux-plafonds, parquets, revêtements de sol, mur et plafond, bardages, doublages Placoplatre, isolations, calorifugeages, joints de menuiserie, etc.), un seul et même sondage étant représentatif d'une zone homogène (Norme NF X 46-020).

GRILLE DE RÉSULTAT DU REPÉRAGE

1er Étage

Localisation	Categorie	Composant	Partie de composant	Réf action	Description	Précision	Ref photo	Ref pré.	Descriptif	Résultat	Conclusion
Vol 7 (Salle de bains)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Plancher	S3	Réalisation d'un sondage		S3 - 1				Négatif sur document
Vol 7 (Salle de bains)	Revêtement de mur	Revêtement de mur	Colle de carrelage (faïence)	S4	Réalisation d'un sondage		S4 - 1				Négatif sur document
Vol 7 (Salle de bains)	Revêtement de mur	Revêtement de mur	Colle de carrelage (faïence)	S4	Sondage et extension de la ZPSO du sondage S4		S4 - 1				Négatif sur document
Vol 7 (Salle de bains)	Equipements divers et accessoires	Baignoire	Tampon bitumineux	S5	Réalisation d'un sondage		S5 - 1				Matériau ne contenant pas d'amiante par nature
Vol 8 (Chambre 1)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Plancher	I1			I1 - 1				Parquet flottant non démontable le jour de l'intervention
Vol 11 (Autre local privatif)	Plafond et faux-plafonds	Plafonds	Jonction entre panneaux préfabriqués	P8	Réalisation d'un prélèvement	Plafond du 1er Étage	002ER235365 n°8 - 1	P8 Phase 1	Peinture / Enduit type plâtre / Papier / Enduit type plâtre - Effritable / Effritable / Souple Fibreux / Effritable - Beige / Beige / Beige / Jaune	Négatif	Négatif sur analyse
Vol 11 (Autre local privatif)	Plafond et faux-plafonds	Plafonds	Jonction entre panneaux préfabriqués	P8	Réalisation d'un prélèvement	Plafond du 1er Étage	002ER235365 n°8 - 1	P8 Phase 2	Plâtre - Effritable - Blanc	Négatif	Négatif sur analyse



Amiante

1er Étage

Localisation	Categorie	Composant	Partie de composant	Réf action	Description	Précision	Ref photo	Ref prél.	Descriptif	Résultat	Conclusion
Vol 11 (Autre local privatif)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Moquettes avec sous-couche	P9	Réalisation d'un prélèvement	Moquette gris	002ER23 5365 n°9 - 1 - 002ER23 5365 n°9 - 2	P9	Moquette / Colle - Fibreux Souple / Souple - Marron / Jaune	Négatif	Négatif sur analyse

Rez de Chaussée

Localisation	Categorie	Composant	Partie de composant	Réf action	Description	Précision	Ref photo	Ref prél.	Descriptif	Résultat	Conclusion
Vol 1 (Entrée)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Plancher	S1	Réalisation d'un sondage		S1 - 1				Négatif sur document
Vol 2 (Autre local privatif)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Plancher	S1	Sondage et extension de la ZPSO du sondage S1		S1 - 1				Négatif sur document
Vol 3 (WC)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Plancher	S1	Sondage et extension de la ZPSO du sondage S1		S1 - 1				Négatif sur document
Vol 4 (Cuisine)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Plancher	S1	Sondage et extension de la ZPSO du sondage S1		S1 - 1				Négatif sur document
Vol 4 (Cuisine)	Revêtement de mur	Revêtement de mur	Colle de carrelage (faïence)	S2	Réalisation d'un sondage		S2 - 1				Matériau ne contenant pas d'amiante par nature
Vol 4 (Cuisine)	Equipements divers et accessoires	Evier	Tampon bitumineux	P1	Réalisation d'un prélèvement		002ER23 5365 n°1 - 1	P1	Matériau / Tampon - Souple / Bitumineux - Noir / Noir	Négatif	Négatif sur analyse
Vol 4 (Cuisine)	Equipements divers et accessoires	Evier	Tampon bitumineux	P1	Sondage et extension de la ZPSO du prélèvement P1		002ER23 5365 n°1 - 1	P1	Matériau / Tampon - Souple / Bitumineux - Noir / Noir	Négatif	Négatif sur analyse

Rez de Chaussée

Localisation	Categorie	Composant	Partie de composant	Réf action	Description	Précision	Ref photo	Ref prél.	Descriptif	Résultat	Conclusion
Vol 4 (Cuisine)	Parois verticales intérieures et enduits	Cloisons légères ou préfabriquées	Jonction entre panneaux préfabriqués	P2	Réalisation d'un prélèvement	Cloisons séparatives + doublages murs (pièces humides)	002ER23 5365 n°2 - 1	P2 Phase 1	Peinture / Enduit type plâtre / Papier / Enduit type plâtre - Effritable / Effritable / Souple Fibreux / Effritable - Violet / Beige / Beige / Jaune	Négatif	Négatif sur analyse
Vol 4 (Cuisine)	Parois verticales intérieures et enduits	Cloisons légères ou préfabriquées	Jonction entre panneaux préfabriqués	P2	Réalisation d'un prélèvement	Cloisons séparatives + doublages murs (pièces humides)	002ER23 5365 n°2 - 1	P2 Phase 2	Plâtre - Effritable - Blanc	Négatif	Négatif sur analyse
Vol 4 (Cuisine)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Dalles plastiques	P3	Réalisation d'un prélèvement	Dalle dure cassante beige	002ER23 5365 n°3 - 1	P3	Revêtement - Dur - Beige	Positif	Présence sur analyse
Vol 1 (Entrée)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Dalles plastiques	S6 (P3)	Sondage et extension de la ZPSO du prélèvement P3	Dalle dure cassante beige	002ER23 5365 n°3 - 1	P3	Revêtement - Dur - Beige	Positif	Présence sur analyse
Vol 2 (Autre local privatif)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Dalles plastiques	S7 (P3)	Sondage et extension de la ZPSO du prélèvement P3	Dalle dure cassante beige	002ER23 5365 n°3 - 1	P3	Revêtement - Dur - Beige	Positif	Présence sur analyse
Vol 3 (WC)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Dalles plastiques	S8 (P3)	Sondage et extension de la ZPSO du prélèvement P3	Dalle dure cassante beige	002ER23 5365 n°3 - 1	P3	Revêtement - Dur - Beige	Positif	Présence sur analyse
Vol 5 (Séjour)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Dalles plastiques	S9 (P3)	Sondage et extension de la ZPSO du prélèvement P3	Dalle dure cassante beige	002ER23 5365 n°3 - 1	P3	Revêtement - Dur - Beige	Positif	Présence sur analyse
Vol 4 (Cuisine)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Colle bitumeuse	P4	Réalisation d'un prélèvement	Colle bitumeuse noire	002ER23 5365 n°4 - 1	P4	Revêtement / Colle - Dur / Bitumineux - Beige / Noir	Positif	Présence sur analyse



Amiante

Rez de Chaussée

Localisation	Categorie	Composant	Partie de composant	Réf action	Description	Précision	Ref photo	Ref pré.	Descriptif	Résultat	Conclusion
Vol 1 (Entrée)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Colle bitumeuse	S10 (P4)	Sondage et extension de la ZPSO du prélèvement P4	Colle bitumeuse noire	002ER23 5365 n°4 - 1	P4	Revêtement / Colle - Dur / Bitumineux - Beige / Noir	Positif	Présence sur analyse
Vol 2 (Autre local privatif)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Colle bitumeuse	S11 (P4)	Sondage et extension de la ZPSO du prélèvement P4	Colle bitumeuse noire	002ER23 5365 n°4 - 1	P4	Revêtement / Colle - Dur / Bitumineux - Beige / Noir	Positif	Présence sur analyse
Vol 3 (WC)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Colle bitumeuse	S12 (P4)	Sondage et extension de la ZPSO du prélèvement P4	Colle bitumeuse noire	002ER23 5365 n°4 - 1	P4	Revêtement / Colle - Dur / Bitumineux - Beige / Noir	Positif	Présence sur analyse
Vol 5 (Séjour)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Colle bitumeuse	S13 (P4)	Sondage et extension de la ZPSO du prélèvement P4	Colle bitumeuse noire	002ER23 5365 n°4 - 1	P4	Revêtement / Colle - Dur / Bitumineux - Beige / Noir	Positif	Présence sur analyse
Vol 4 (Cuisine)	Plafond et faux-plafonds	Plafonds	Jonction entre panneaux préfabriqués	P5	Réalisation d'un prélèvement	Plafond du Rez de Chaussée	002ER23 5365 n°5 - 1	P5 Phase 1	Peinture / Enduit type plâtre / Papier / Enduit type plâtre - Effritable / Effritable / Souple Fibreux / Effritable - Blanc / Beige / Beige / Jaune	Négatif	Négatif sur analyse
Vol 4 (Cuisine)	Plafond et faux-plafonds	Plafonds	Jonction entre panneaux préfabriqués	P5	Réalisation d'un prélèvement	Plafond du Rez de Chaussée	002ER23 5365 n°5 - 1	P5 Phase 2	Plâtre - Effritable - Blanc	Négatif	Négatif sur analyse
Vol 5 (Séjour)	Parois verticales intérieures et enduits	Cloisons légères ou préfabriquées	Jonction entre panneaux préfabriqués	P6	Réalisation d'un prélèvement	Cloisons séparatives + doublages murs (pièces sèches)	002ER23 5365 n°6 - 1	P6	Enduit type plâtre / Papier / Enduit type plâtre - Effritable / Souple Fibreux / Effritable - Beige / Beige / Jaune	Négatif	Négatif sur analyse







Amiante

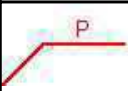
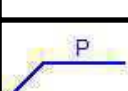
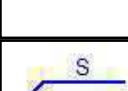

Rez de Chaussée

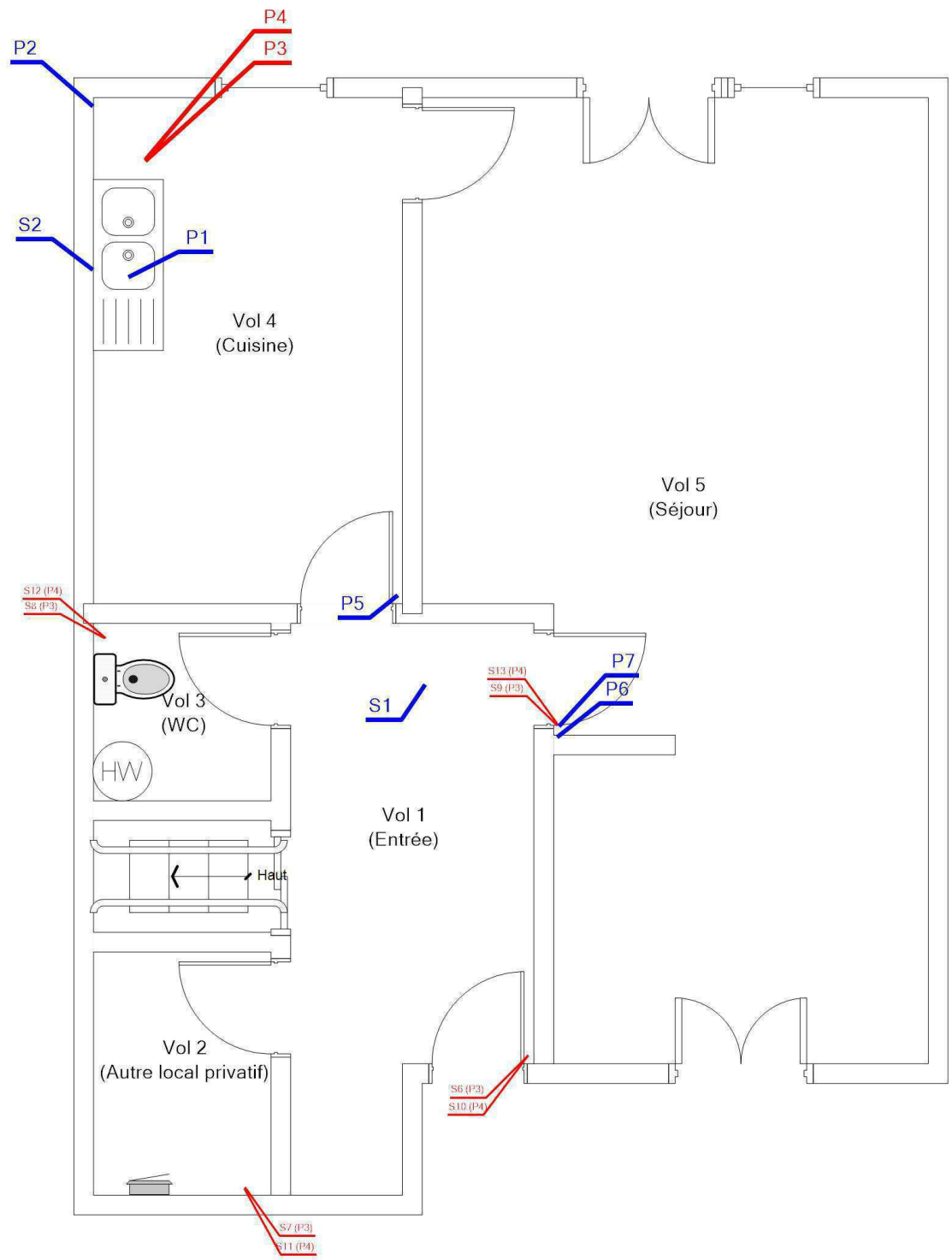
Localisation	Categorie	Composant	Partie de composant	Réf action	Description	Précision	Ref photo	Ref pré.	Descriptif	Résultat	Conclusion
Vol 5 (Séjour)	Parois verticales intérieures et enduits	Cloisons légères ou préfabriquées	Jonction entre panneaux préfabriqués	P6	Sondage et extension de la ZPSO du prélèvement P6	Cloisons séparatives + doublages murs (pièces sèches)	002ER23 5365 n°6 - 1	P6	Enduit type plâtre / Papier / Enduit type plâtre - Effritable / Souple Fibreux / Effritable - Beige / Beige / Jaune	Négatif	Négatif sur analyse
Vol 5 (Séjour)	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Lés plastiques avec sous-couche	P7	Réalisation d'un prélèvement		002ER23 5365 n°7 - 1	P7	Revêtement / Colle - Souple / Souple - Orange / Beige	Négatif	Négatif sur analyse

ANNEXE : PLANS DE REPÉRAGE DES MPCA

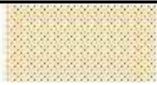
Ref.	Plans	Titre du plan
	 Rez de Chaussée	Rez de Chaussée - Plan de repérage - Actions menées
	 Rez de Chaussée	Rez de Chaussée - MPCA Toutes catégories confondues
	 Rez de Chaussée	Rez de Chaussée - MPCA Revêtement de sol
	 1er Étage	1er Étage - Plan de repérage - Actions menées

Légende

	Localisation dun prélèvement positif
	Localisation dun prélèvement négatif
	Localisation dun sondage négatif
	Localisation dun sondage positif



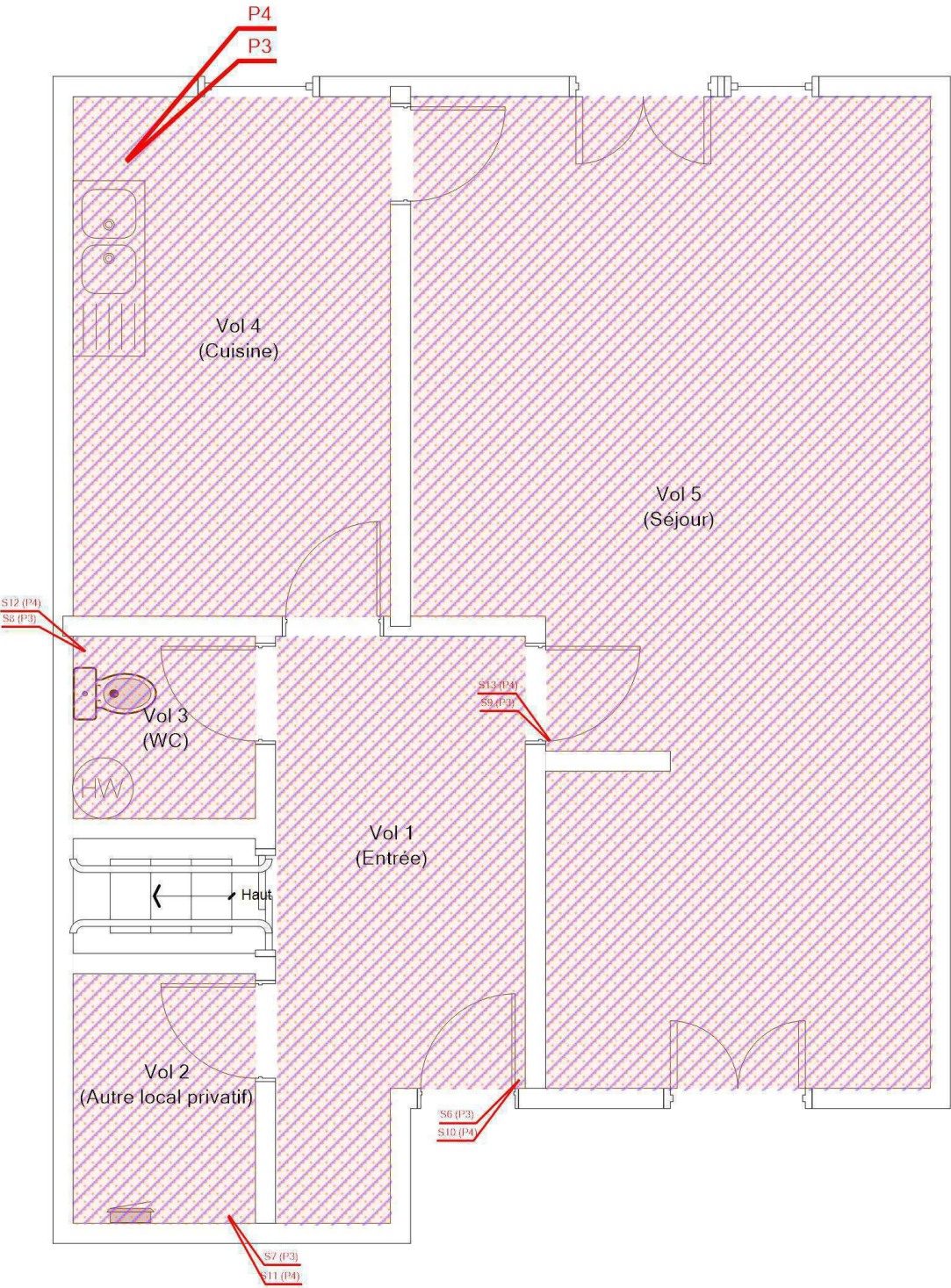
Légende



P4 : Colle bitumeuse



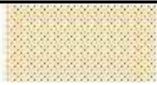
P3 : Dalles plastiques



REZ DE CHAUSSEE - MPCA REVÊTEMENT DE SOL

Référence:
002ER235365

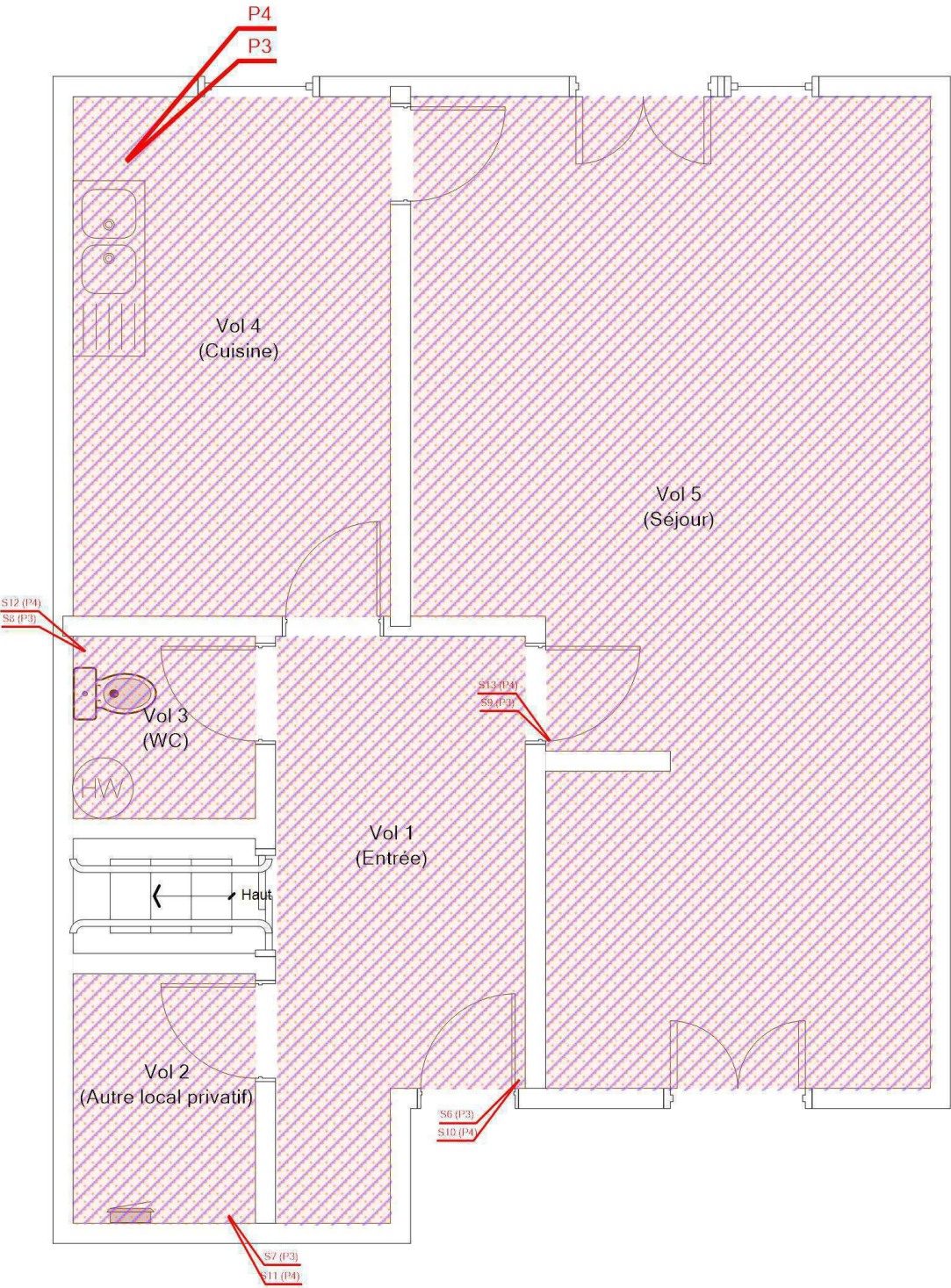
Légende



P4 : Colle bitumeuse



P3 : Dalles plastiques

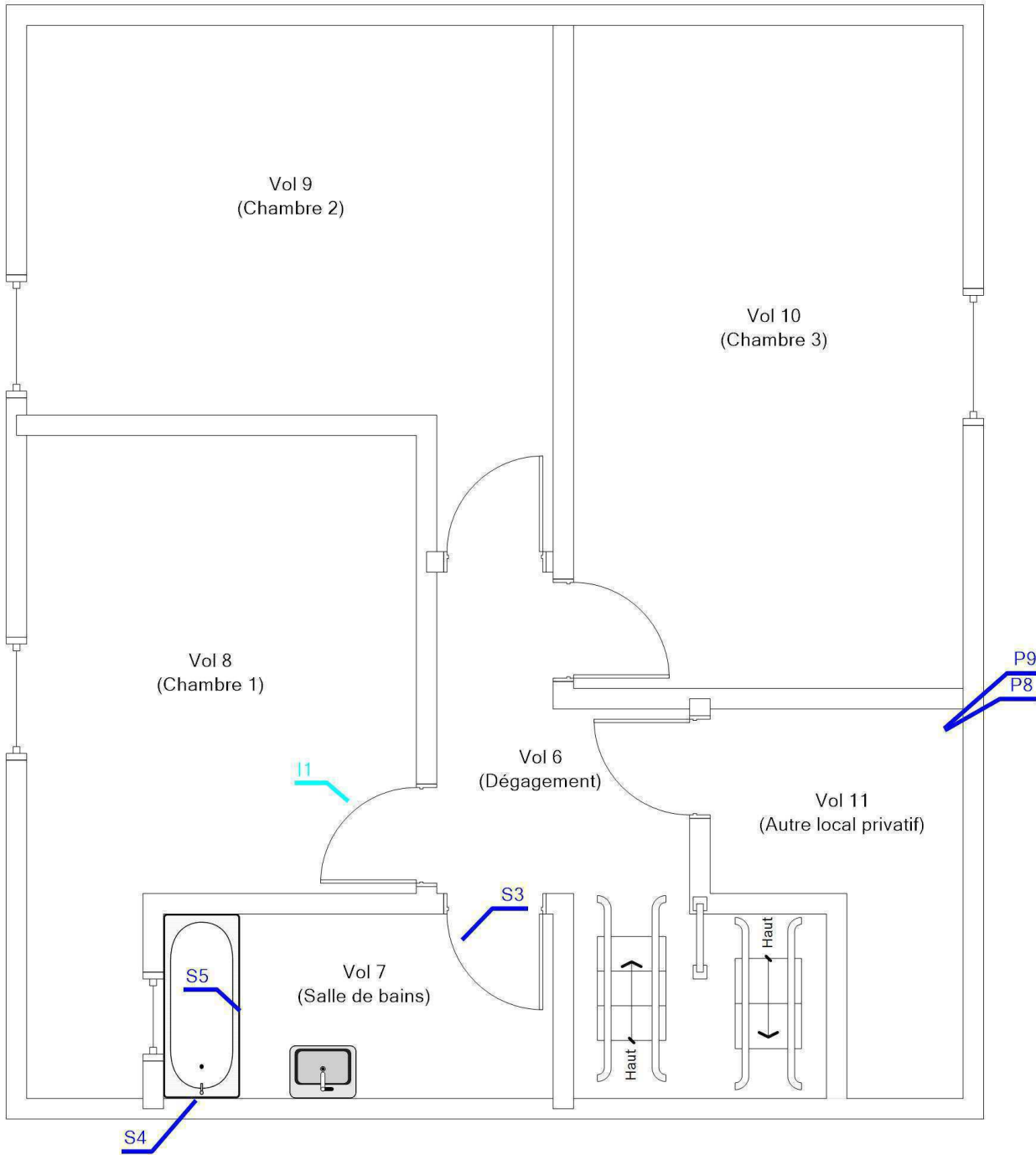
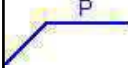

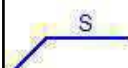



Adresse du bien
8 RUE ARAGON
18240 BELLEVILLE SUR LOIRE


Désignation
Autres Privatif

Date intervention
31/10/2022

Technicien intervenant
BECQUET VALENTIN

1ER ÉTAGE - PLAN DE REPÉRAGE - ACTIONS MENÉES				Référence: 002ER235365	
				Légende	
					Localisation dun prélèvement négatif
					Localisation dune impossibilité technique
					Localisation dun sondage négatif
	Adresse du bien		Désignation	Date intervention	Technicien intervenant
	8 RUE ARAGON 18240 BELLEVILLE SUR LOIRE		Autres Privatif	31/10/2022	BECQUET VALENTIN

ANNEXE : REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE

 Photos représentant des matériaux et produits contenant de l'amiante

Référence	Localisation	Action
002ER235365 n°8 - 1 (P8)	1er Étage - Vol 11 (Autre local privatif)	Prélèvement négatif
002ER235365 n°9 - 1 (P9)	1er Étage - Vol 11 (Autre local privatif)	Prélèvement négatif
002ER235365 n°9 - 2 (P9)	1er Étage - Vol 11 (Autre local privatif)	Prélèvement négatif
	1er Étage - Vol 8 (Chambre 1)	I1
S3 - 1 (S3)	1er Étage - Vol 7 (Salle de bains)	Absence sur présentation de documents
S4 - 1 (S4)	1er Étage - Vol 7 (Salle de bains)	Absence sur présentation de documents
S5 - 1 (S5)	1er Étage - Vol 7 (Salle de bains)	Absence : pas d'amiante par nature
002ER235365 n°1 - 1 (P1)	Rez de Chaussée - Vol 4 (Cuisine)	Prélèvement négatif
002ER235365 n°2 - 1 (P2)	Rez de Chaussée - Vol 4 (Cuisine)	Prélèvement négatif
002ER235365 n°3 - 1 (P3)	Rez de Chaussée - Vol 4 (Cuisine)	Prélèvement positif
002ER235365 n°4 - 1 (P4)	Rez de Chaussée - Vol 4 (Cuisine)	Prélèvement positif
002ER235365 n°5 - 1 (P5)	Rez de Chaussée - Vol 4 (Cuisine)	Prélèvement négatif
002ER235365 n°6 - 1 (P6)	Rez de Chaussée - Vol 5 (Séjour)	Prélèvement négatif
002ER235365 n°7 - 1 (P7)	Rez de Chaussée - Vol 5 (Séjour)	Prélèvement négatif
S1 - 1 (S1)	Rez de Chaussée - Vol 1 (Entrée)	Absence sur présentation de documents
S2 - 1 (S2)	Rez de Chaussée - Vol 4 (Cuisine)	Absence : pas d'amiante par nature



002ER235365 n°1 - 1 (P1) - Rez de Chaussée - Vol 4
(Cuisine)



002ER235365 n°2 - 1 (P2) - Rez de Chaussée - Vol 4
(Cuisine)



002ER235365 n°3 - 1 (P3) - Rez de Chaussée - Vol 4
(Cuisine)



002ER235365 n°4 - 1 (P4) - Rez de Chaussée - Vol 4
(Cuisine)



002ER235365 n°5 - 1 (P5) - Rez de Chaussée - Vol 4
(Cuisine)



002ER235365 n°6 - 1 (P6) - Rez de Chaussée - Vol 5
(Séjour)



002ER235365 n°7 - 1 (P7) - Rez de Chaussée - Vol 5
(Séjour)



002ER235365 n°8 - 1 (P8) - 1er Étage - Vol 11 (Autre
local privatif)



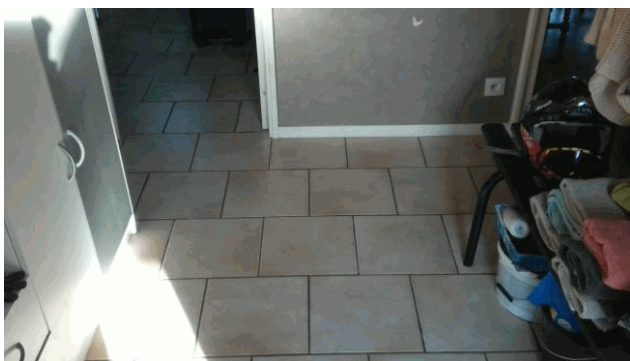
002ER235365 n°9 - 1 (P9) - 1er Étage - Vol 11 (Autre
local privatif)



002ER235365 n°9 - 2 (P9) - 1er Étage - Vol 11 (Autre
local privatif)



I1 - 1 - 1er Étage - Vol 8 (Chambre 1)



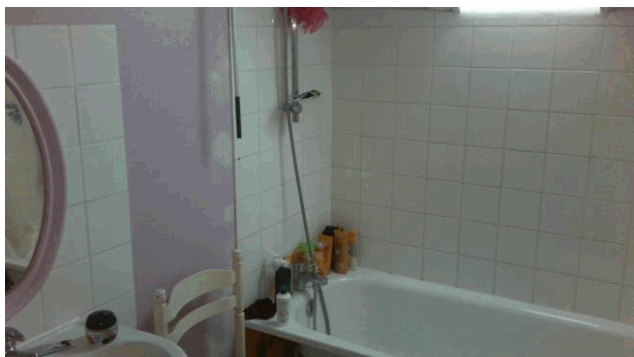
S1 - 1 (S1) - Rez de Chaussée - Vol 1 (Entrée)



S2 - 1 (S2) - Rez de Chaussée - Vol 4 (Cuisine)



S3 - 1 (S3) - 1er Étage - Vol 7 (Salle de bains)



S4 - 1 (S4) - 1er Étage - Vol 7 (Salle de bains)



S5 - 1 (S5) - 1er Étage - Vol 7 (Salle de bains)

ANNEXE : Récapitulatif des prélèvements et analyses

Prélèvements en rouge = Positif

Ref action	Categorie	Composant	Materiau	Localisation	Observation
P1	Equipements divers et accessoires	Evier	Matériau / Tampon - Souple / Bitumineux - Noir / Noir - -	Rez de Chaussée - Vol 4 (Cuisine)	
P2 Phase 1	Parois verticales intérieures et enduits	Cloisons légères ou préfabriquées	Peinture / Enduit type plâtre / Papier / Enduit type plâtre - Effritable / Effritable / Souple Fibreux / Effritable - Violet / Beige / Beige / Jaune - Cloisons séparatives + doublages murs (pièces humides) -	Rez de Chaussée - Vol 4 (Cuisine)	
P2 Phase 2	Parois verticales intérieures et enduits	Cloisons légères ou préfabriquées	Plâtre - Effritable - Blanc - Cloisons séparatives + doublages murs (pièces humides) -	Rez de Chaussée - Vol 4 (Cuisine)	
P3	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Revêtement - Dur - Beige - Dalle dure cassante beige -	Rez de Chaussée - Vol 4 (Cuisine)	
P4	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Revêtement / Colle - Dur / Bitumineux - Beige / Noir - Colle bitumeuse noire -	Rez de Chaussée - Vol 4 (Cuisine)	
P5 Phase 1	Plafond et faux-plafonds	Plafonds	Peinture / Enduit type plâtre / Papier / Enduit type plâtre - Effritable / Effritable / Souple Fibreux / Effritable - Blanc / Beige / Beige / Jaune - Plafond du Rez de Chaussée -	Rez de Chaussée - Vol 4 (Cuisine)	
P5 Phase 2	Plafond et faux-plafonds	Plafonds	Plâtre - Effritable - Blanc - Plafond du Rez de Chaussée -	Rez de Chaussée - Vol 4 (Cuisine)	
P6	Parois verticales intérieures et enduits	Cloisons légères ou préfabriquées	Enduit type plâtre / Papier / Enduit type plâtre - Effritable / Souple Fibreux / Effritable - Beige / Beige / Jaune - Cloisons séparatives + doublages murs (pièces sèches) -	Rez de Chaussée - Vol 5 (Séjour)	
P7	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Revêtement / Colle - Souple / Souple - Orange / Beige - -	Rez de Chaussée - Vol 5 (Séjour)	

P8 Phase 1	Plafond et faux-plafonds	Plafonds	Peinture / Enduit type plâtre / Papier / Enduit type plâtre - Effritable / Effritable / Souple Fibreux / Effritable - Beige / Beige / Beige / Jaune - Plafond du 1er Étage -	1er Étage - Vol 11 (Autre local privatif)
P8 Phase 2	Plafond et faux-plafonds	Plafonds	Plâtre - Effritable - Blanc - Plafond du 1er Étage -	1er Étage - Vol 11 (Autre local privatif)
P9	Revêtement de sol	Revêtement de sol	Moquette / Colle - Fibreux Souple / Souple - Marron / Jaune - Moquette gris -	1er Étage - Vol 11 (Autre local privatif)

CHANTIER

COORDONNÉES DESTINATAIRE

Référence C022022246233
Adresse Commande : 002ER235365
Affaire : BVIL-MI_BVIL-MI-8A_007497
8 RUE ARAGON
18240 BELLEVILLE SUR LOIRE

AC Environnement
64, rue Clément Ader
42153 RIORGES

Riorges, le 08/11/2022

RAPPORT DE SYNTHÈSE MATÉRIAU n°RSC022022246233 RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES FIBRES D'AMIANTE

Laboratoire d'analyse	AC Environnement
Normes et techniques analytiques	HSG 248 §2 : Recherche d'amiante dans les matériaux par Microscope Optique en Lumière Polarisée (MOLP) (1) : Morphologie et critères optiques <i>La détection de fibres d'amiante optiquement observables est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0.1 % en masse. (*)</i> Parties utiles de la norme NF X 43-050 : Recherche d'amiante dans les matériaux par Microscopie Electronique à Transmission (MET) (2) : Morphologie, diffraction électronique, composition chimique <i>La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0.1 % en masse</i>
Texte réglementaire	<u>Arrêté du 1er octobre 2019</u> : Relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante aux conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses
Méthodes internes	Selon les modes opératoires internes L.MO.20, L.MO.07 et L.MO.13.1
Préparation des échantillons	Prise d'essai représentative de l'échantillon - Pour une analyse MOLP : Prélèvement de fibres et montage sur lame de microscope optique - Pour une analyse META : Par attaque chimique, broyage manuel et mécanique et récupération des particules sur grilles de microscope électronique

Référence échantillon : 002ER235365_001

Référence labo	42PM01773295	Échantillon conforme aux critères d'acceptation	Oui
Date du prélèvement	31/10/2022	Analyse réglementaire	Oui
Auteur du prélèvement	AC Environnement	Date d'analyse	07/11/2022
Type de prélèvement	Equipements divers et accessoires - Evier - Tampon bitumineux		
Zone de prélèvement	Autres Privatif - Vol 4 (Cuisine)		
Remarque concernant le prélèvement	RAS		

Phase	Couche	Description	MOLP			MET			Résultat
		Aspect, Texture, Couleur	Nb de préparation	Lames examinées	Analyse	Nb de préparation	Grilles examinées	Analyse	Présence d'amiante
1	1	Matériau Souple Noir	-	-	-	3	2	MCH	Non détecté ●
	2	Tampon Bitumineux Noir	-	-	-				

Nombre d'analyses nécessaires au rendu du résultat

0 MOLP

1 MET

Remarque concernant l'analyse Couche 2 non dissociable analysée avec la couche 1.

Référence échantillon : 002ER235365_002

Référence labo	42PM01773296	Échantillon conforme aux critères d'acceptation	Oui
Date du prélèvement	31/10/2022	Analyse réglementaire	Oui
Auteur du prélèvement	AC Environnement	Date d'analyse	07/11/2022
Type de prélèvement	Parois verticales intérieures et enduits - Cloisons légères ou préfabriquées - Jonction entre panneaux préfabriqués		
Zone de prélèvement	Autres Privatif - Vol 4 (Cuisine)		
Remarque concernant le prélèvement	Cloisons séparatives + doublages murs (pièces humides) Le client a demandé à n'analyser que les couches Peinture Effritable Gris, Bande Fibreux Beige, Plâtre Effritable Blanc Beige		

Phase	Couche	Description	MOLP			MET			Résultat
		Aspect, Texture, Couleur	Nb de préparation	Lames examinées	Analyse	Nb de préparation	Grilles examinées	Analyse	Présence d'amiante
1	1	Peinture Effritable Violet	-	-	-	1	2	AMA	Non détecté ●
	2	Enduit type plâtre Effritable Beige	-	-	-				
	3	Papier Souple Fibreux Beige	1	1	ELO				
	4	Enduit type plâtre Effritable Jaune	-	-	-				
2	5	Plâtre Effritable Blanc	-	-	-	2	2	MCH	Non détecté ●

Nombre d'analyses nécessaires au rendu du résultat

1 MOLP

2 MET

Remarque concernant l'analyse La couche Plâtre / Effritable / Blanc est présente en quantité insuffisante pour contre-expertise et archivage.
Couches 2, 3, 4 non dissociables analysées avec la couche 1.
Couche non-analysée : Carton Fibreux Souple Marron

Référence échantillon : 002ER235365_003

Référence labo	42PM01773297	Échantillon conforme aux critères d'acceptation	Oui
Date du prélèvement	31/10/2022	Analyse réglementaire	Oui
Auteur du prélèvement	AC Environnement	Date d'analyse	07/11/2022
Type de prélèvement	Revêtement de sol - Revêtement de sol - Dalles plastiques		
Zone de prélèvement	Autres Privatif - Vol 4 (Cuisine)		
Remarque concernant le prélèvement	Dalle dure cassante beige		
	Le client a demandé à n'analyser que la couche Revêtement Dur Beige		

Phase	Couche	Description	MOLP	MET	Nb de préparation	Grilles	exam. analysées	Résultat
		Aspect, Texture, Couleur	Nb de préparation Lames examinées Analyse	Attaque chimique	Nb de préparation Grilles examinées Analyse			Présence d'amiante
1	1	Revêtement Dur Beige	- - -	Acétone	1	1	AMA	Chrysotile ●
Nombre d'analyses nécessaires au rendu du résultat			0 MOLP	1 MET				

Remarque concernant l'analyse Couche non-analysée : Colle Bitumineux Noir

Référence échantillon : 002ER235365_004

Référence labo	42PM01773298	Échantillon conforme aux critères d'acceptation	Oui
Date du prélèvement	31/10/2022	Analyse réglementaire	Oui
Auteur du prélèvement	AC Environnement	Date d'analyse	07/11/2022
Type de prélèvement	Revêtement de sol - Revêtement de sol - Colle bitumeuse		
Zone de prélèvement	Autres Privatif - Vol 4 (Cuisine)		
Remarque concernant le prélèvement	Colle bitumeuse noire		

Phase	Couche	Description	MOLP	MET	Nb de préparation	Grilles	exam. analysées	Résultat
		Aspect, Texture, Couleur	Nb de préparation Lames examinées Analyse	Attaque chimique	Nb de préparation Grilles examinées Analyse			Présence d'amiante
1	1	Revêtement Dur Beige	- - -	Acétone, Chloroforme	1	1	AMA	Chrysotile ●
	2	Colle Bitumineux Noir	- - -					
Nombre d'analyses nécessaires au rendu du résultat			0 MOLP	1 MET				

Remarque concernant l'analyse Couche 2 non dissociable analysée avec la couche 1.

Référence échantillon : 002ER235365_005

Référence labo	42PM01773299	Échantillon conforme aux critères d'acceptation	Oui
Date du prélèvement	31/10/2022	Analyse réglementaire	Oui
Auteur du prélèvement	AC Environnement	Date d'analyse	07/11/2022
Type de prélèvement	Plafond et faux-plafonds - Plafonds - Jonction entre panneaux préfabriqués		
Zone de prélèvement	Autres Privatif - Vol 4 (Cuisine)		
Remarque concernant le prélèvement	Plafond du Rez de Chaussée		
	Le client a demandé à n'analyser que les couches Peinture Effritable Blanc, Bande Fibreux Beige, Plâtre Effritable Blanc		

Phase	Couche	Description	MOLP	MET	Nb de préparation	Grilles	exam. analysées	Résultat
		Aspect, Texture, Couleur	Nb de préparation Lames examinées Analyse	Attaque chimique	Nb de préparation Grilles examinées Analyse			Présence d'amiante
1	1	Peinture Effritable Blanc	- - -	Acétone	1	2	MCH	Non détecté ●
	2	Enduit type plâtre Effritable Beige	- - -					
	3	Papier Souple Fibreux Beige	1 1 ELO					
	4	Enduit type plâtre Effritable Jaune	- - -					
2	5	Plâtre Effritable Blanc	- - -	Acétone	1	2	AMA	Non détecté ●
Nombre d'analyses nécessaires au rendu du résultat			1 MOLP	2 MET				

Remarque concernant l'analyse Couches 2, 3, 4 non dissociables analysées avec la couche 1.
Couche non-analysée : Carton Fibreux Souple Marron



Référence échantillon : 002ER235365_006

Référence labo	42PM01773300	Échantillon conforme aux critères d'acceptation	Oui
Date du prélèvement	31/10/2022	Analyse réglementaire	Oui
Auteur du prélèvement	AC Environnement	Date d'analyse	07/11/2022
Type de prélèvement	Parois verticales intérieures et enduits - Cloisons légères ou préfabriquées - Jonction entre panneaux préfabriqués		
Zone de prélèvement	Autres Privatif - Vol 5 (Séjour)		
Remarque concernant le prélèvement	Cloisons séparatives + doublages murs (pièces sèches) Le client a demandé à n'analyser que la couche Bande Enduit Effritable Fibreux Beige		

Phase	Couche	Description	MOLP			MET			Résultat
		Aspect, Texture, Couleur	Nb de préparation Lames examinées	Analyse		Nb de préparation Grilles examinées	Analyse		Présence d'amiante
1	1	Enduit type plâtre Effritable Beige	-	-	-	1	2	AMA	Non détecté ●
	2	Papier Souple Fibreux Beige	1	1	ELO				
	3	Enduit type plâtre Effritable Jaune	-	-	-				
Nombre d'analyses nécessaires au rendu du résultat			1 MOLP			1 MET			

Remarque concernant l'analyse	Couches 2, 3 non dissociables analysées avec la couche 1.
	Couches non-analysées : Papier peint Fibreux Souple Gris, Peinture Effritable Blanc, Carton Souple Fibreux Marron, Plâtre Effritable Blanc

Référence échantillon : 002ER235365_007

Référence labo	42PM01773301	Échantillon conforme aux critères d'acceptation	Oui
Date du prélèvement	31/10/2022	Analyse réglementaire	Oui
Auteur du prélèvement	AC Environnement	Date d'analyse	07/11/2022
Type de prélèvement	Revêtement de sol - Revêtement de sol - Lés plastiques avec sous-couche		
Zone de prélèvement	Autres Privatif - Vol 5 (Séjour)		
Remarque concernant le prélèvement	RAS		

Phase	Couche	Description	MOLP			MET			Résultat
		Aspect, Texture, Couleur	Nb de préparation Lames examinées	Analyse		Nb de préparation Grilles examinées	Analyse		Présence d'amiante
1	1	Revêtement Souple Orange	-	-	-	1	2	AMA	Non détecté ●
	2	Colle Souple Beige	-	-	-				
Nombre d'analyses nécessaires au rendu du résultat			0 MOLP			1 MET			

Remarque concernant l'analyse	Couche 2 non dissociable analysée avec la couche 1.
-------------------------------	---

Référence échantillon : 002ER235365_008

Référence labo	42PM01773302	Échantillon conforme aux critères d'acceptation	Oui
Date du prélèvement	01/11/2022	Analyse réglementaire	Oui
Auteur du prélèvement	AC Environnement	Date d'analyse	07/11/2022
Type de prélèvement	Plafond et faux-plafonds - Plafonds - Jonction entre panneaux préfabriqués		
Zone de prélèvement	Autres Privatif - Vol 11 (Autre local privatif)		
Remarque concernant le prélèvement	Plafond du 1er Étage Le client a demandé à n'analyser que les couches Peinture Effritable Blanc, Bande Fibreux Beige, Plâtre Effritable Blanc		

Phase	Couche	Description	MOLP			MET			Résultat
		Aspect, Texture, Couleur	Nb de préparation Lames examinées	Analyse		Nb de préparation Grilles examinées	Analyse		Présence d'amiante
1	1	Peinture Effritable Beige	-	-	-	1	2	MCH	Non détecté ●
	2	Enduit type plâtre Effritable Beige	-	-	-				
	3	Papier Souple Fibreux Beige	1	1	ELO				
	4	Enduit type plâtre Effritable Jaune	-	-	-				
2	5	Plâtre Effritable Blanc	-	-	-	1	2	AMA	Non détecté ●
Nombre d'analyses nécessaires au rendu du résultat			1 MOLP			2 MET			

Remarque concernant l'analyse	Couches 2, 3, 4 non dissociables analysées avec la couche 1.
	Couche non-analysée : Carton Fibreux Souple Marron



Référence échantillon : 002ER235365_009

Référence labo 42PM01773303
 Date du prélèvement 01/11/2022
 Auteur du prélèvement AC Environnement
 Type de prélèvement Revêtement de sol - Revêtement de sol - Moquettes avec sous-couche
 Zone de prélèvement Autres Privatif - Vol 11 (Autre local privatif)
 Remarque concernant le prélèvement Moquette gris

Échantillon conforme aux critères d'acceptation Oui
 Analyse réglementaire Oui
 Date d'analyse 07/11/2022

Phase	Couche	Description	MOLP			MET			Résultat
		Aspect, Texture, Couleur	Nb de préparation Lames examinées	Analyste		Attaque chimique	Nb de préparation Grilles examinées	Analyste	Présence d'amiante
1	1	Moquette Fibreux Souple Marron	1	1	ELO	Acétone	1	2	Non détecté ●
	2	Colle Souple Jaune	-	-	-				
Nombre d'analyses nécessaires au rendu du résultat			1 MOLP			1 MET			

Remarque concernant l'analyse Couche 2 non dissociable analysée avec la couche 1.

Resp. équipe suppléante

Anaïs Feugère



Accréditation
 N°1-6001
 Portée
 Disponible sur
 www.cofrac.fr

L'accréditation de la section essais du Cofrac atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

Les essais rapportés dans ce document et identifiés par le symbole «●» sont couverts par l'accréditation.

Ce rapport ne concerne que les échantillons soumis à l'essai. Les résultats s'appliquent à l'échantillon analysé tel qu'il a été reçu.

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale.

Les échantillons sont archivés pour une durée de 18 mois à réception au laboratoire. Les grilles d'observation au microscope sont archivées pendant une durée de trois ans.

Les données et informations relatives à l'essai ainsi que les rapports sont conservés pendant une durée de dix ans.

(*) Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir une largeur supérieure à 0.2 µm

(1) aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante optiquement observables inférieure à la limite de détection

(2) aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection



AC ENVIRONNEMENT - 64, rue Clément Ader - 42153 Riorges - Fax : 0 825 800 954
 SIRET : 441 355 914 000298 - N° de TVA Intracommunautaire : FR03441355914 - Code APE : 7120B
 Assurée par HDI Global SE N°76208471-30015 (date de validité : du 01/01/2022 au 31/12/2022)

Tél. : 0 800 600 133
 labs@ac-environnement.fr

L.M.O.F 07.8 V5

PAGE 4 / 4



Etat de l'installation intérieure d'électricité

La présente mission consiste suivant l'arrêté du 28 septembre 2017 et l'arrêté du 4 avril 2011, à établir un état de l'installation électrique, en vue d'évaluer les risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes. (Application des articles L.134-7, R126-35 et R1126-36 du code de la construction et de l'habitation). Suivant l'arrêté du 24 décembre 2021 et en référence à la norme NFC 16-600. En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la réglementation en vigueur.

Afin d'améliorer les rapports locatifs, l'état de l'installation électrique est réalisé suivant la loi 89-462 du 6 juillet 1989 (art. 3.3) créée par la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 et suivant le décret 2016-1105 du 11 août 2016

Ce constat est réalisé à l'occasion de la mise en location du bien.

A DÉSIGNATION ET DESCRIPTION DU LOCAL D'HABITATION ET DE SES DÉPENDANCES

Localisation du local d'habitation et de ses dépendances

Commune : 18240 BELLEVILLE SUR LOIRE
Adresse : 8 RUE ARAGON

Bâtiment : Non communiqué
Numéro d'étage : Non communiqué

Références cadastrales : Non communiqué
Numéro(s) de lot(s) le cas échéant : Non communiqué

Désignation et situation du lot de (co)propriété

Type d'immeuble : Autres

Périmètre de repérage :

Installation alimentée en électricité : Oui
Année de construction : Avant 2020
Année de l'installation : Non communiqué
Distributeur d'électricité : Non Communiqué

Parties du bien non visitées et justification (le cas échéant) :

NÉANT

B IDENTIFICATION DU DONNEUR D'ORDRE

Nom et prénom : Société SA D'H.L.M. FRANCE LOIRE
propriétaire

Adresse : 33 Rue du Faubourg de Bourgogne - CS 51557 45000 ORLEANS
Téléphone et adresse internet : 33 24 84 80 20
Qualité du client (sur déclaration de l'intéressé) : Propriétaire

Propriétaire de l'immeuble : Société SA D'H.L.M. FRANCE LOIRE
Adresse : 33 Rue du Faubourg de Bourgogne - CS 51557 45000 ORLEANS

C IDENTIFICATION DE L'OPÉRATEUR AYANT RÉALISÉ L'INTERVENTION ET RÉDIGÉ LE RAPPORT

Nom et prénom : BECQUET VALENTIN

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par ICERT - Parc d'Affaires, Espace Performance - Bât K - 35760 ST Grégoire le 07/11/2018 jusqu'au 06/11/2023.
(Certification de compétence CPDI 4965)



D RAPPEL DES LIMITES DU CHAMP DE RÉALISATION DE L'ÉTAT DE L'INSTALLATION INTÉRIEURE D'ÉLECTRICITÉ

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure, ni les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc. lorsqu'ils sont alimentés sous une tension ≤ 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans le démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.;

Notre cabinet s'engage à retourner sur les lieux afin de compléter le constat aux parties d'immeubles non visitées ainsi que les points de contrôles non vérifiables, dès lors que les dispositions permettant un contrôle des zones concernées auront été prises par le propriétaire ou son mandataire.



E CONCLUSION RELATIVE À L'ÉVALUATION DES RISQUES POUVANT PORTER ATTEINTE À LA SÉCURITÉ DES PERSONNES

- ☐ L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie.
- ☒ L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.
- ☐ L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies. Toutefois, l'opérateur a identifié que la (les) mesure(s) compensatoire(s) ont été mise(s) en place pour limiter le risque de choc électrique.

Anomalies avérées selon les domaines suivants :

- ☐ 1. Appareil général de commande et de protection et son accessibilité
- ☒ 2. Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre.
- ☐ 3. Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit.
- ☐ 4. La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire.
- ☒ 5. Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension - Protection mécanique des conducteurs
- ☒ 6. Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage

Installations particulières :

- ☐ P1 Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative, l'installation électrique n'est pas mise en oeuvre correctement.
- ☐ P2 Appareils d'utilisation situés dans la partie privative et alimentés depuis les parties communes, l'installation électrique n'est pas mise en oeuvre correctement.
- ☐ P3 Piscine privée, ou bassin de fontaine, l'installation électrique n'est pas mise en oeuvre correctement.

Informations complémentaires:

- ☒ IC1 L'ensemble de l'installation électrique est protégé par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.
- ☐ IC2 L'ensemble des socles de prise de courant est de type obturateur
- ☐ IC3 L'ensemble des socles de prise de courant possède un puits de 15 mm



Domaines	Libellé et localisations des anomalies	Libellé des mesures compensatoires correctement mises en oeuvre	Correction d'anomalie, Cachet et tampon de l'entreprise
2.	Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre.	Alors que des socles de prise de courant ou des CIRCUITS de l'installation ne sont pas reliés à la terre (B.3.3.6 a1), a2 et a3), la MESURE COMPENSATOIRE suivante est correctement mise en oeuvre :: protection du (des) CIRCUIT (s) concerné (s) ou de l'ensemble de l'installation électrique par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité <= 30 mA.	
5.	L'installation électrique comporte au moins une CONNEXION avec une partie active nue sous tension accessible.		
6.	Au moins un CONDUCTEUR isolé n'est pas placé sur toute sa longueur dans un conduit, une goulotte, une plinthe ou une huisserie, en matière isolante ou métallique, jusqu'à sa pénétration dans le MATERIEL ELECTRIQUE qu'il alimente.		
6.	L'installation comporte au moins un MATERIEL ELECTRIQUE inadapté à l'usage.		
6.	L'installation comporte au moins un MATERIEL ELECTRIQUE vétuste.		

F AVERTISSEMENT PARTICULIER

Points de contrôle n'ayant pu être vérifiés :

Domaines	Points de contrôle	Commentaire
3.	Au moins un CIRCUIT n'est pas protégé, à son origine, contre les surcharges et les courts-circuits.	Le capot de protection n'est pas démontable
3.	Au moins un dispositif de PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITES n'est pas placé sur un CONDUCTEUR de phase.	Le capot de protection n'est pas démontable
3.	Plusieurs CIRCUITS disposent d'un CONDUCTEUR NEUTRE commun dont les CONDUCTEURS ne sont pas correctement protégés contre les surintensités.	Le capot de protection n'est pas démontable
3.	Le courant assigné (calibre) de la protection contre les surcharges et courts-circuits d'au moins un CIRCUIT n'est pas adapté à la section des CONDUCTEURS correspondants.	Le capot de protection n'est pas démontable
3.	A l'intérieur du tableau, la section d'au moins un conducteur alimentant les dispositifs de protection n'est pas adaptée au courant de réglage du disjoncteur de branchement.	Le capot de protection n'est pas démontable

Commentaires:

Le logement étant occupé et meublé le jour de l'investigation, il n'est pas exclu que des équipements ou matériels (ex: prise de courant derrière le mobilier...) n'aient pu être contrôlés du fait de leur non visibilité ou accessibilité



G CONCLUSION RELATIVE À L'ÉVALUATION DES RISQUES RELEVANT DU DEVOIR DE CONSEIL DE PROFESSIONNEL

L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies, il est conseillé de faire réaliser, par un installateur électricien qualifié, les travaux permettant de lever au moins les anomalies relevées.

Certains points de contrôles n'ont pu être effectués. De ce fait la responsabilité du propriétaire reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident ayant pour origine une défaillance de toute ou partie de l'installation n'ayant pu être contrôlée.



H EXPLICATIONS DÉTAILLÉES RELATIVES AUX RISQUES ENCOURUS

Objectif des dispositions et risques encourus

Appareil général de commande et de protection : Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement, permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique. Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie ou d'intervention sur l'installation électrique.

Protection différentielle à l'origine de l'installation : Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Prise de terre et installation de mise à la terre : Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte. L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Protection contre les surintensités : Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits. L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.

Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux. Son absence prive, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Matériels électriques présentant des risques de contact direct : Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés...) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage : Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives : Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.

Piscine privée ou bassin de fontaine : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou au bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Informations complémentaires :

Objectif des dispositions et risques encourus

Dispositif(s) différentiel(s) à haute sensibilité protégeant l'ensemble de l'installation électrique : L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.

Socles de prise de courant de type à obturateurs : Socles de prise de courant de type à obturateurs : l'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.


Socles de prise de courant de type à puits : La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.



Le présent diagnostic est valable pour une durée de 6 ans en cas de location.
Date de visite et d'établissement de l'état :
Visite effectuée à : BELLEVILLE SUR LOIRE
Le : 31/10/2022

Signature de l'opérateur :

Cachet de l'entreprise :



SARL AC ENVIRONNEMENT
64 Rue Clément Ader
42153 RIORGES
Tél. 08 00 40 01 00 - Fax 08 25 80 09 54
Siren 441355914

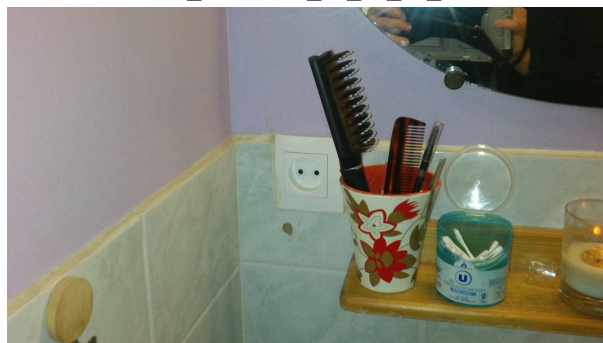


Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre.

WIN_20221031_09_35_41_Pro



WIN_20221031_09_35_51_Pro



WIN_20221031_09_32_39_Pro



WIN_20221031_09_32_58_Pro



L'installation électrique comporte au moins une CONNEXION avec une partie active nue sous tension accessible.

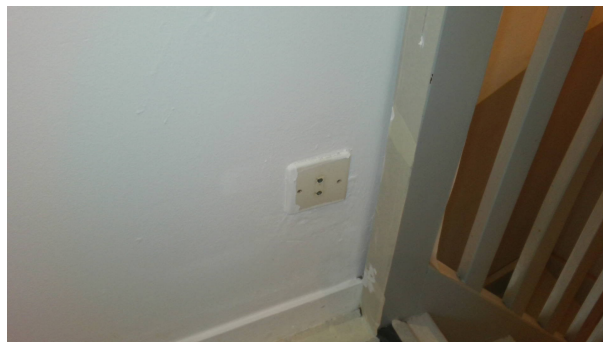
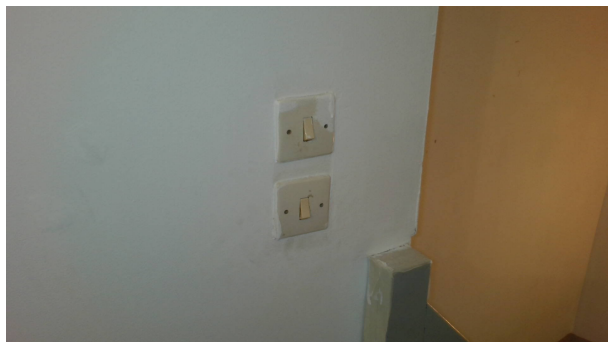
WIN_20221031_09_45_10_Pro



L'installation comporte au moins un MATERIEL ELECTRIQUE vétuste.

WIN_20221031_09_32_33_Pro

WIN_20221031_09_32_39_Pro

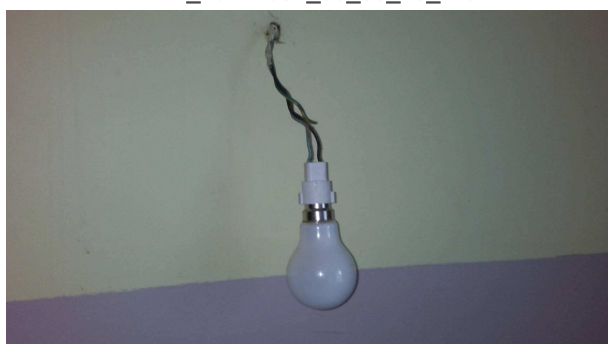


WIN_20221031_09_35_57_Pro



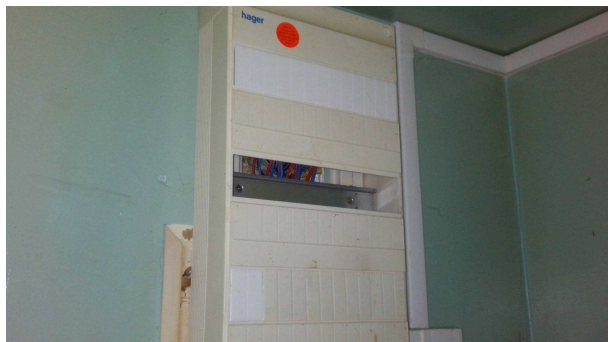
L'installation comporte au moins un MATERIEL ELECTRIQUE inadapté à l'usage.

WIN_20221031_09_36_13_Pro



Au moins un CONDUCTEUR isolé n'est pas placé sur toute sa longueur dans un conduit, une goulotte, une plinthe ou une huisserie, en matière isolante ou métallique, jusqu'à sa pénétration dans le MATERIEL ELECTRIQUE qu'il alimente.

WIN_20221031_09_43_45_Pro



Etat des Risques et Pollutions

En application des articles L125-5 à 7 et R125-26 du code de l'environnement.

Référence : 002ER235365

Date de réalisation : 26 octobre 2022 (Valable 6 mois)

Selon les informations mises à disposition par arrêté préfectoral :

N° 2018-01-1048 du 7 septembre 2018.

REFERENCES DU BIEN

Adresse du bien

8 RUE ARAGON

18240 Belleville-sur-Loire

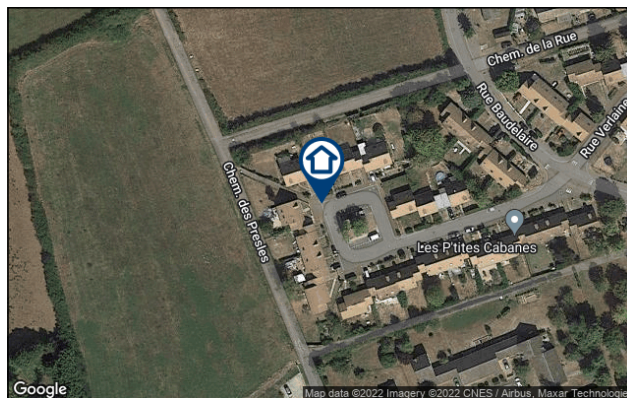
Coordonnées géographiques (WGS84)

Longitude : 2.84958

Latitude : 47.50061

Partie 1

Société SA D'H.L.M. FRANCE LOIRE



SYNTHESES

A ce jour, la commune est soumise à l'obligation d'Information Acquéreur Locataire (IAL). Une déclaration de sinistre indemnisé est nécessaire.

Etat des Risques et Pollutions (ERP)						
Votre commune				Votre immeuble		
Type	Nature du risque	Etat de la procédure	Date	Concerné	Travaux	Réf.
PPRn	Inondation Par ruissellement et coulée de boue	approuvé	20/12/2013	oui	⁽¹⁾ oui	p.3
PPRn	Inondation Par une crue (débordement de cours...	révisé	22/05/2018	non	non	p.3
Zonage de sismicité : 1 - Très faible ⁽²⁾				non	-	-
Zonage du potentiel radon : 1 - Faible ⁽³⁾				non	-	-

Etat des risques approfondi (Attestation Argiles / ENSA / ERPS)	Concerné	Détails
Zonage du retrait-gonflement des argiles	Oui	Aléa Moyen
Plan d'Exposition au Bruit ⁽⁴⁾	Non	-
Basias, Basol, Icpe	Non	0 site* à - de 500 mètres

*ce chiffre ne comprend pas les sites non localisés de la commune.

(1) cf. section "Prescriptions de travaux".







(2) Zonage sismique de la France d'après l'annexe des articles R563-1 à 8 du Code de l'Environnement modifiés par les Décrets n°2010-1254 et n°2010-1255 du 22 octobre 2010 ainsi que par l'Arrêté du 22 octobre 2010 (nouvelles règles de construction parasismique - EUROCODE 8).

(3) Situation de l'immeuble au regard des zones à potentiel radon du territoire français définies à l'article R.1333-29 du code de la santé publique modifié par le Décret n°2018-434 du 4 juin 2018, délimitées par l'Arrêté interministériel du 27 juin 2018.

(4) Information cartographique consultable en mairie et en ligne à l'adresse suivante : <https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/plan-dexposition-au-bruit-peb>

Attention, les informations contenues dans le second tableau de synthèse ci-dessus sont données à titre informatif. Pour plus de détails vous pouvez commander un Etat des risques approfondi.

Attention, les informations contenues dans ce tableau de synthèse sont données à titre informatif et ne sont pas détaillées dans ce document.

Etat des risques complémentaires (Géorisques)			
Risques		Concerné	Détails
 Inondation	TRI : Territoire à Risque important d'Inondation	Non	-
	AZI : Atlas des Zones Inondables	Oui	Présence d'un AZI sur la commune sans plus d'informations sur l'exposition du bien.
	PAPI : Programmes d'actions de Prévention des Inondations	Oui	Présence d'un PAPI sur la commune sans plus d'informations sur l'exposition du bien.
	Remontées de nappes	Oui	Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave, fiabilité FAIBLE (dans un rayon de 500 mètres).
 Installation nucléaire		Oui	Le bien se situe dans un rayon de 20000 mètres autour d'une centrale nucléaire.
 Mouvement de terrain		Non	-
 Pollution des sols, des eaux ou de l'air	BASOL : Sites pollués ou potentiellement pollués	Non	-
	BASIAS : Sites industriels et activités de service	Non	-
	ICPE : Installations industrielles	Non	-
 Cavités souterraines		Non	-
 Canalisation TMD		Non	-

SOMMAIRE

Synthèses.....	1
Imprimé officiel.....	4
Localisation sur cartographie des risques	5
Déclaration de sinistres indemnisés.....	6
Prescriptions de travaux, Documents de référence, Conclusions.....	7
Annexes.....	8

Etat des Risques et Pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et pollution des sols

en application des articles L.125-5 à 7, R.125-26, R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement et de l'article L.174-5 du nouveau Code minier

1. Cet état, relatif aux obligations, interdictions, servitudes et prescriptions définies vis-à-vis des risques naturels, miniers ou technologiques concernant l'immeuble, est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n° 2018-01-1048 du 07/09/2018

Situation du bien immobilier (bâti ou non bâti)

Document réalisé le : 26/10/2022

2. Adresse

8 RUE ARAGON

18240 Belleville-sur-Loire

3. Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques naturels [PPRn]

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn

prescrit

oui ☐

non ☒

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn

appliqué par anticipation

oui ☐

non ☒

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn

approuvé

oui ☒

non ☐

Les risques naturels pris en compte sont liés à :

(les risques grisés ne font pas l'objet d'une procédure PPR sur la commune)

Inondation ☒

Crue torrentielle ☐

Remontée de nappe ☐

Submersion marine ☐

Avalanche ☐

Mouvement de terrain ☐

Mvt terrain-Sécheresse ☐

Séisme ☐

Cyclone ☐

Eruption volcanique ☐

Feu de forêt ☐

autre ☐

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPRn

oui¹ ☐

non ☐

si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR naturel ont été réalisés¹

oui ☐

non ☐

4. Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques miniers [PPRm]

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm

prescrit

oui ☐

non ☒

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm

appliqué par anticipation

oui ☐

non ☒

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm

approuvé

oui ☐

non ☒

Les risques miniers pris en compte sont liés à :

(les risques grisés ne font pas l'objet d'une procédure PPR sur la commune)

Risque miniers ☐

Affaissement ☐

Effondrement ☐

Tassement ☐

Emission de gaz ☐

Pollution des sols ☐

Pollution des eaux ☐

autre ☐

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPRm

oui ☐

non ☒

si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR miniers ont été réalisés¹

oui ☐

non ☐

5. Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques technologiques [PPRt]

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRt

approuvé

oui ☐

non ☒

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRt

prescrit

oui ☐

non ☒

Les risques technologiques pris en compte sont liés à :

(les risques grisés ne font pas l'objet d'une procédure PPR sur la commune)

Risque Industriel ☐

Effet thermique ☐

Effet de surpression ☐

Effet toxique ☐

Projection ☐

L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement

oui ☐

non ☒

L'immeuble est situé en zone de prescription

oui ☐

non ☒

Si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés

oui ☐

non ☐

Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble

oui ☐

non ☐

est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location

6. Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R.563-4 et D.563-8-1 du code de l'environnement modifiés par l'Arrêté et les Décrets n°2010-1254 / 2010-1255 du 22 octobre 2010.

L'immeuble est situé dans une commune de sismicité :

Forte

Moyenne

Modérée

Faible

Très faible

zone 5 ☐

zone 4 ☐

zone 3 ☐

zone 2 ☐

zone 1 ☒

7. Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte du potentiel radon

en application des articles R125-23 du code de l'environnement et R1333-29 du code de la santé publique, modifiés par le Décret n°2018-434 du 4 juin 2018

L'immeuble se situe dans une Zone à Potentiel Radon :

Significatif

Faible avec facteur de transfert

Faible

zone 3 ☐

zone 2 ☐

zone 1 ☒

8. Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe naturelle

L'information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente

oui ☐

non ☐

9. Situation de l'immeuble au regard de la pollution des sols

L'immeuble est situé dans un Secteur d'Information sur les Sols (SIS)

oui ☐

non ☒

Aucun SIS ne concerne cette commune à ce jour

Parties concernées

Partie 1

Société SA D'H.L.M. FRANCE LOIRE

à

le

Partie 2

à

le

¹ cf. section 'Réglementation et prescriptions de travaux'.

1. Partie à compléter par le vendeur - bailleur - donateur - partie 1 et sur sa seule responsabilité

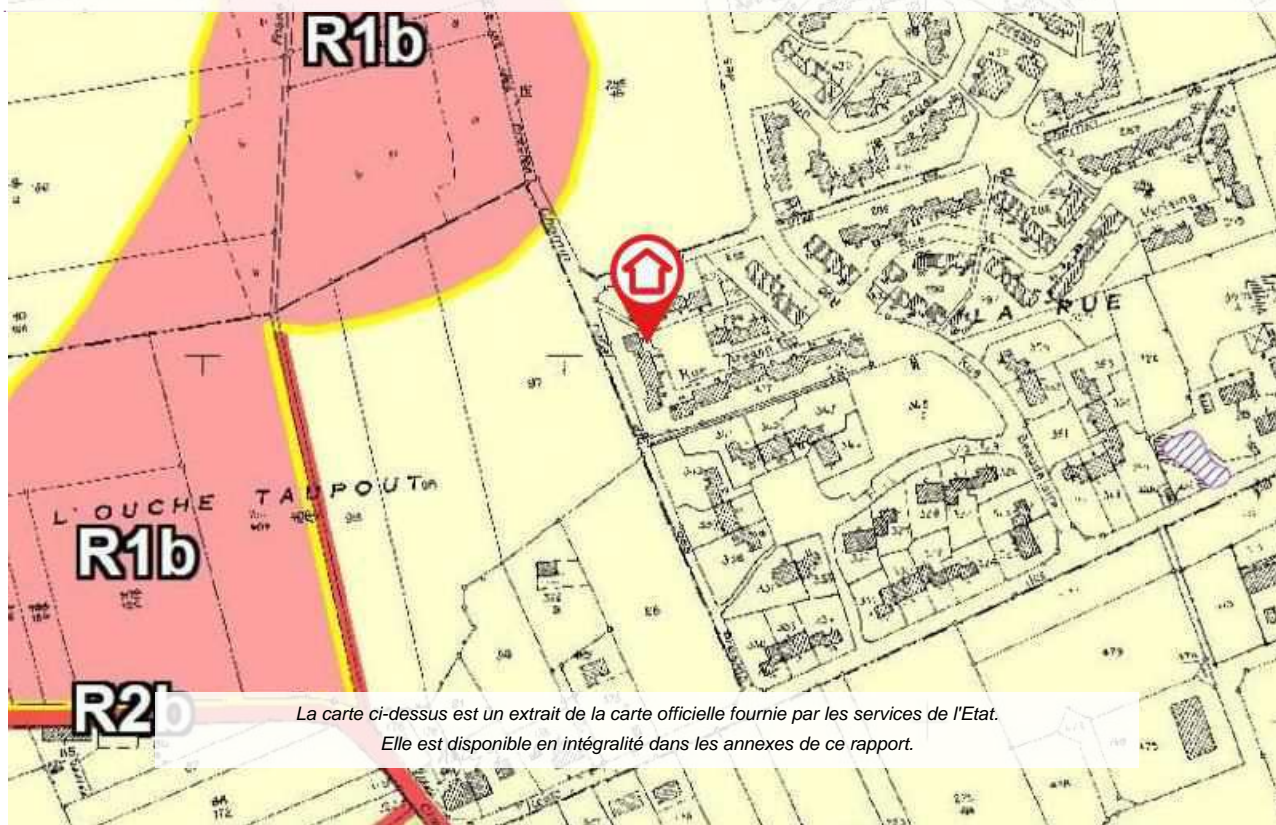
Attention ! S'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner le bien immobilier, ne sont pas mentionnés par cet état.

Inondation

PPRn Par ruissellement et coulée de boue, approuvé le 20/12/2013

Concerné*

* L'immeuble est situé dans le périmètre d'une zone à risques

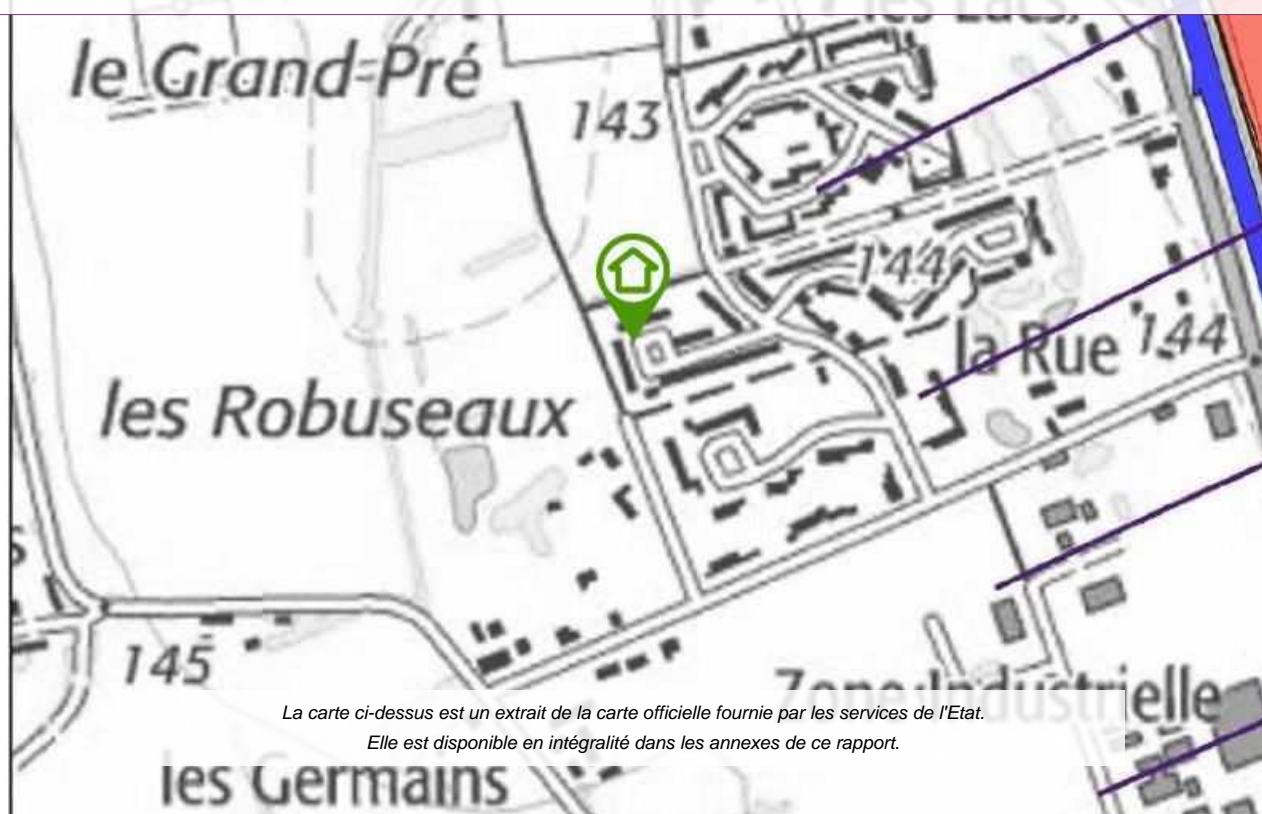


Inondation

PPRn Par une crue (débordement de cours d'eau), révisé le
22/05/2018

Non concerné*

* L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'une zone à risques



Déclaration de sinistres indemnisés

en application des articles L 125-5 et R125-26 du Code de l'environnement

Si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à des événements ayant eu pour conséquence la publication d'un arrêté de catastrophe naturelle, cochez ci-dessous la case correspondante dans la colonne "Indemnisé".

Arrêtés CATNAT sur la commune

Risque	Début	Fin	JO	Indemnisé
Sécheresse et réhydratation - Tassements différentiels	01/07/2020	30/09/2020	06/06/2021	<input type="checkbox"/>
Sécheresse et réhydratation - Tassements différentiels	01/07/2019	30/09/2019	12/06/2020	<input type="checkbox"/>
Sécheresse et réhydratation - Tassements différentiels	01/07/2018	31/12/2018	17/07/2019	<input type="checkbox"/>
Par une crue (débordement de cours d'eau)	02/06/2016	04/06/2016	20/10/2016	<input type="checkbox"/>
Par ruissellement et coulée de boue	02/06/2016	04/06/2016	20/10/2016	<input type="checkbox"/>
Sécheresse et réhydratation - Tassements différentiels	01/04/2011	30/06/2011	09/11/2012	<input type="checkbox"/>
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	05/12/2003	08/12/2003	20/12/2003	<input type="checkbox"/>
Sécheresse et réhydratation - Tassements différentiels	01/07/2003	30/09/2003	26/08/2004	<input type="checkbox"/>
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	27/07/2001	27/07/2001	18/01/2002	<input type="checkbox"/>
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	13/03/2001	13/03/2001	28/04/2001	<input type="checkbox"/>
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	25/12/1999	29/12/1999	30/12/1999	<input type="checkbox"/>
Mouvement de terrain				
Tempête (vent)	06/11/1982	10/11/1982	02/12/1982	<input type="checkbox"/>

Pour en savoir plus, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs et, sur internet, le portail dédié à la prévention des risques majeurs : www.prim.net

Préfecture : Bourges - Cher
Commune : Belleville-sur-Loire

Adresse de l'immeuble :
8 RUE ARAGON
18240 Belleville-sur-Loire
France

Etabli le : _____

Partie 1 :

Société SA D'H.L.M. FRANCE LOIRE

Partie 2 :

Prescriptions de travaux

Pour le PPR « Inondation » approuvé le 20/12/2013, des prescriptions s'appliquent dans les cas suivants :

- Quelle que soit la zone et sous la condition "ouvrage de protection ou assurant un bon écoulement des eaux (digue ou bassin d'orage, acqueduc, siphon, fossé ou busage, ...) (contrôle régulier)." : référez-vous au règlement, page(s) 89
- En zone "PA1" et sous la condition "stockage de produits dangereux ou flottants ou de matériel sensible." : référez-vous au règlement, page(s) 73

Documents de référence

- > Règlement du PPRn Par ruissellement et coulée de boue, approuvé le 20/12/2013
- > Note de présentation du PPRn Par ruissellement et coulée de boue, approuvé le 20/12/2013

Sauf mention contraire, ces documents font l'objet d'un fichier complémentaire distinct et disponible auprès du prestataire qui vous a fourni cet ERP.

Conclusions

L'Etat des Risques en date du 26/10/2022 fait apparaître que la commune dans laquelle se trouve le bien fait l'objet d'un arrêté préfectoral n°2018-01-1048 en date du 07/09/2018 en matière d'obligation d'Information Acquéreur Locataire sur les Risques Naturels, Miniers et Technologiques.

Selon les informations mises à disposition dans le Dossier Communal d'Information, le BIEN est ainsi concerné par :

- Le risque Inondation Par ruissellement et coulée de boue et par la réglementation du PPRn Inondation approuvé le 20/12/2013
- Des prescriptions de travaux existent selon la nature de l'immeuble ou certaines conditions caractéristiques.
-

Sommaire des annexes

- > Arrêté Préfectoral n° 2018-01-1048 du 7 septembre 2018
- > Cartographies :
 - Cartographie réglementaire du PPRn Par ruissellement et coulée de boue, approuvé le 20/12/2013
 - Cartographie réglementaire du PPRn Par une crue (débordement de cours d'eau), révisé le 22/05/2018
 - Cartographie réglementaire de la sismicité

A titre indicatif, ces pièces sont jointes au présent rapport.

**Direction
départementale
des Territoires
Cher**

Service Environnement & Risques

ARRÊTE N° 2018-01-1048 du 7 SEP. 2018
relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens
immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs
dans la commune de BELLEVILLE-SUR-LOIRE

La Préfète du Cher,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 125-5 et R. 125-23 à R. 125-27 ;

Vu le décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique ;

Vu le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006-1-274 du 1^{er} février 2006 modifié, relatif à la liste des communes où s'applique l'article L. 125-5 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-1-0448 du 28 mai 2014 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs dans la commune de BELLEVILLE-SUR-LOIRE ;

Sur proposition de Madame la directrice départementale des Territoires ;

ARRÊTE

Article 1er :

Les éléments nécessaires à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés dans la commune de BELLEVILLE-SUR-LOIRE sont consignés dans le dossier d'informations annexé au présent arrêté.

Ce dossier comprend :

la liste des risques naturels prévisibles et des risques technologiques à prendre en compte,

la délimitation des zones exposées,

la nature et l'intensité des risques dans chacune des zones exposées,

les documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer,

le zonage sismique réglementaire dans le département du Cher.

Ce dossier et les documents de référence attachés sont librement consultables en préfecture, sous-préfecture et mairie de BELLEVILLE-SUR-LOIRE.

L'information est accessible sur le site Internet des services de l'État dans le Cher.

Article 2 :

Ces informations sont mises à jour au regard des conditions entraînant l'obligation d'annexer un état des risques naturels et technologiques à tout contrat de vente ou de location en application du code de l'environnement.

Article 3 :

Une copie du présent arrêté et du dossier d'informations est adressée à Monsieur le maire de la commune de BELLEVILLE-SUR-LOIRE et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département du Cher.

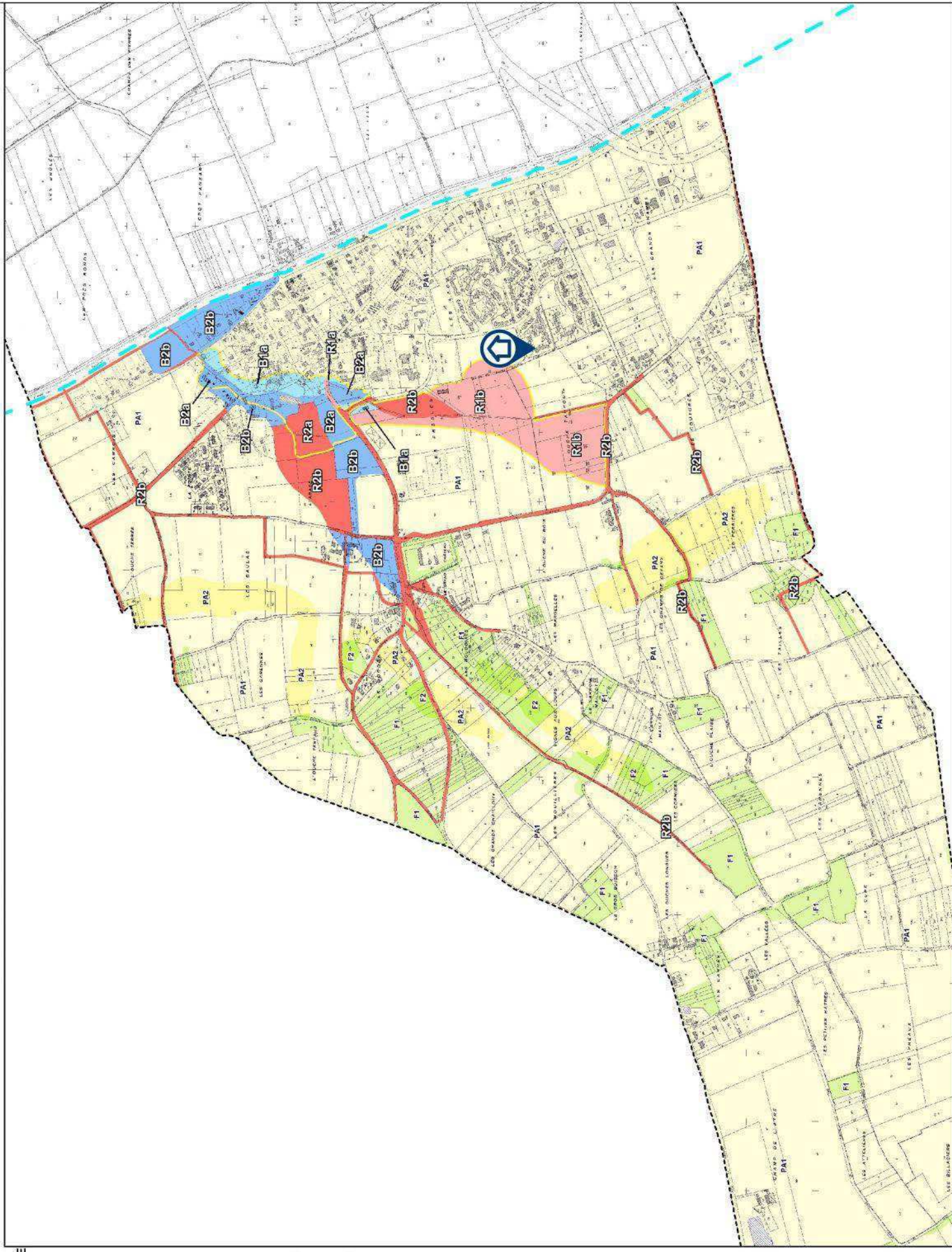
Article 4 :

Monsieur le secrétaire général de la Préfecture, Madame la directrice de Cabinet, Madame la directrice départementale des Territoires et Monsieur le maire de la commune de BELLEVILLE-SUR-LOIRE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, abrogeant l'arrêté n° 2014-1-0448 du 28 mai 2014.

La préfète



Catherine FERRIER.



ZONAGE RÉGLEMENTAIRE

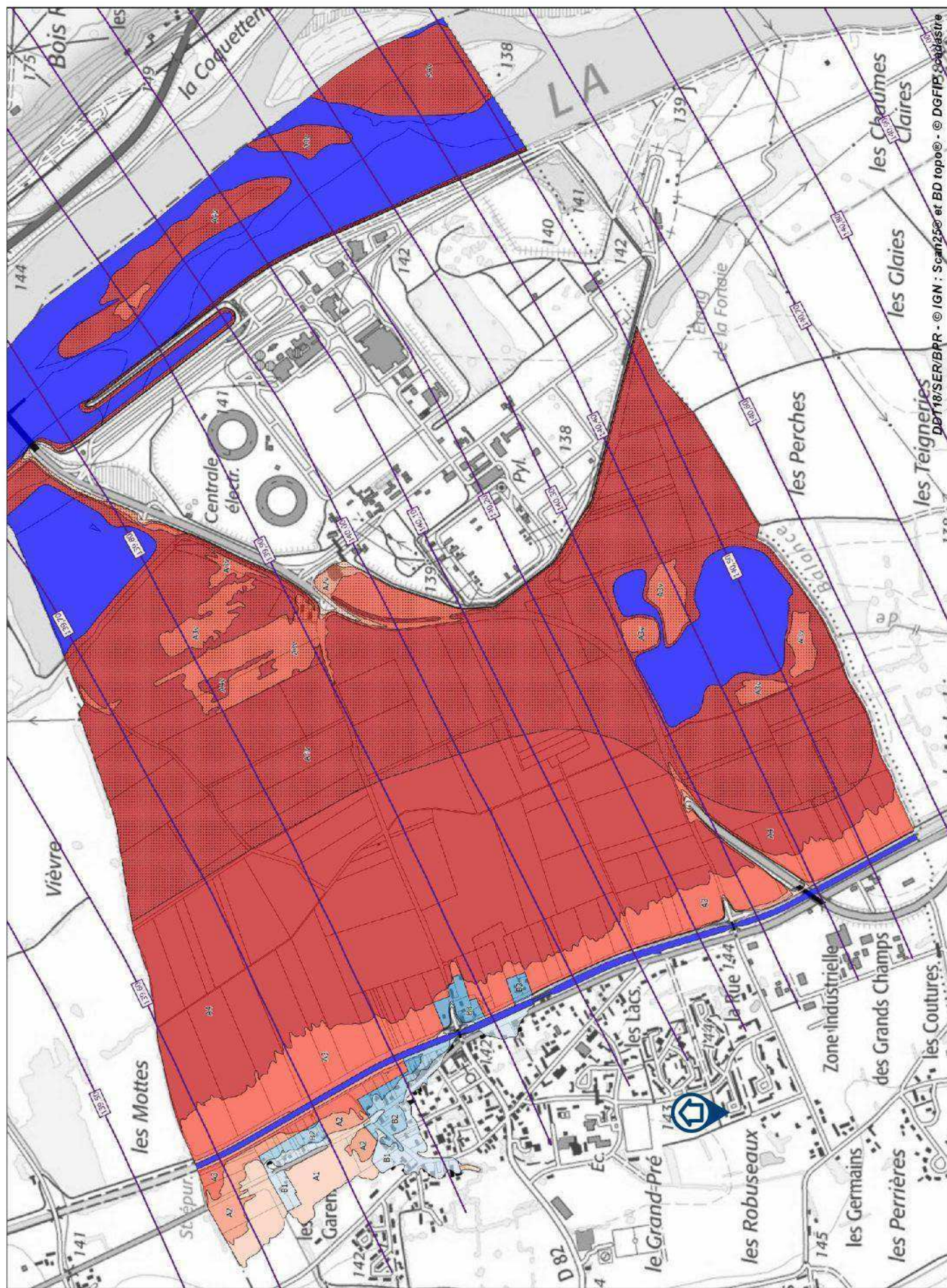
- R2 Zone rouge 2
- R1 Zone rouge 1
- B2 Zone bleue 2
- B1 Zone bleue 1 (voir règlement)
- PA1 Zone de production d'aléa sur pente faible
- PA2 Zone de production d'aléa sur pentes moyenne et forte
- F1 Zone boisée sur pente faible
- F2 Zone boisée sur pentes moyenne et forte

AUTRES

- Etang
- Périmètre PPR
- Limite communale



Plan de prévention des risques d'inondation de la Loire - Val de Léré-Bannay - Atlas approuvé Cartes de zonage réglementaire de la commune de Belleville-sur-Loire - Planche 1



Légende

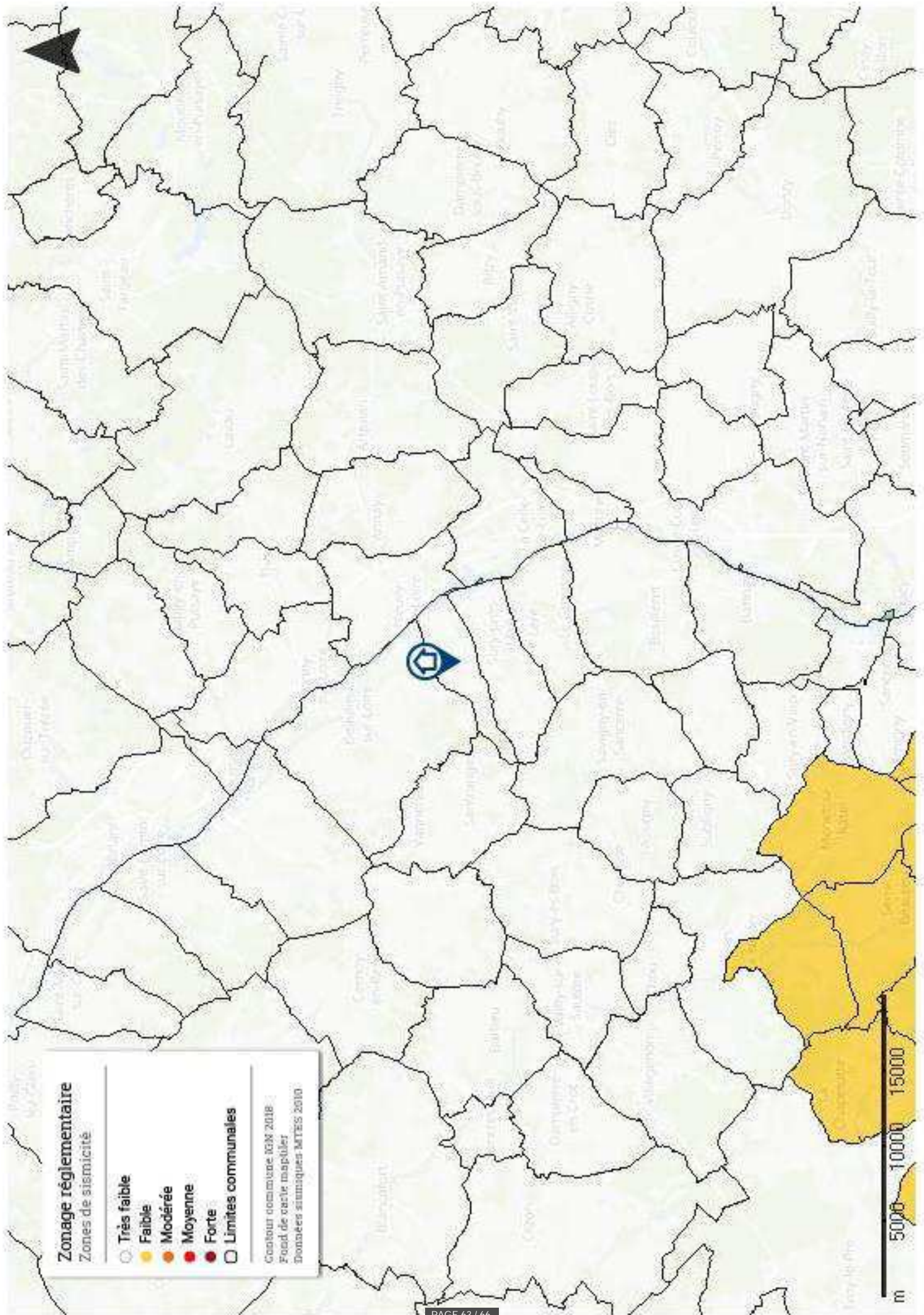
Zonage réglementaire

- Zone A1
- Zone A1v
- Zone A2
- Zone A2v
- Zone A3
- Zone A3v
- Zone A4
- Zone A4v
- Zone A2
- Zone B1
- Zone B2
- Zone B2v
- Zone B3
- Zone B3v
- Zone B4
- Zone B4v
- Zone Bz
- Eaux permanentes

Autres éléments

- Isocotes des plus hautes eaux connues
- Bât en zone inondable

Échelle 1/10 000



Reportage photographique du DDT

photo 1



photo 0



ANNEXE: DOCUMENTS

Assurance AC 2022 01/03

Assurance AC 2022 02/03

Tour Opus 12 - Défense 9
77 Esplanade du Général de Gaulle
92014 PARIS LA DEFENSE CEDEX
T +33 (0) 1 44 05 56 00
F +33 (0) 1 44 05 56 06



ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE

Nous soussigné HDI Global SE, Tour Opus 12 - La Défense 9 - 77 Esplanade du Général de Gaulle - 92014 PARIS LA DEFENSE CEDEX, agissant au nom et pour le compte de HDI GLOBAL SPECIALTY SE, Société européenne au capital de 121 600 000 EUR, dont le siège est à Roderbruchstrasse 26, 30655 Hannover - Allemagne - Registre de commerce de Hannover sous le numéro HRB 211924, Entreprise soumise au contrôle de Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (BaFin), Grauhofendorfer Str. 108, 53117 Bonn, opérant en France en vertu de la Libre Prestation de Services, attestons que la société suivante :

VENTURA
64 RUE CLEMENT ADER
42153 RIORGES - France

est titulaire auprès de notre Compagnie d'une police d'assurance **RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE** n° **76208471-30015** couvrant également toutes ses filiales dont :

AC ENVIRONNEMENT ;

Les activités garanties sont notamment les suivantes :

- Dossier Technique Amiante (DTA) et Dossier Amiante Parties Privatives (DAPP)
- Tous repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante (Code de la santé publique et Code du travail), y compris avant travaux ou démolition
- Examen visuel après travaux de retrait d'amiante
- Stratégie d'échantillonnage et prélèvements d'air et de matériaux
- Caractérisation des échantillons : recherche d'amiante et des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)
- Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le traitement des sujets liés à l'amiante
- Etat du bâtiment relatif à la présence de termites
- Etat parasitaire
- Diagnostic du risque d'intoxication au plomb dans les peintures (DRIPP)
- Constat de risque d'exposition au plomb (CREP)
- Recherche de plomb avant travaux/démolition
- Diagnostic plomb et/ou recherche de plomb après travaux
- Diagnostic de performance énergétique
- Diagnostic Produits Equipements Matériaux et Déchets (PEMD)
- Information sur la présence d'un risque de mûre
- Mesurage de la superficie privative de lots de copropriété (loi "Carrez")
- Etat des lieux (en propre ou en sous-traitance)
- Réalisation de l'état descriptif de division des lots et du règlement de copropriété
- Mesurages des surfaces habitables, utiles, etc. (tous types de surfaces au sens du Code de la construction et de l'habitation)
- Etat de l'installation intérieure d'électricité
- Etat de l'installation intérieure de gaz

HDI Global Specialty SE
T +49 511 5604 2909
F +49 511 5604 4009
www.hdi-specialty.com

Insurance company licensed by
Bundesanstalt für
Finanzdienstleistungsaufsicht,
Grauhofendorfer Str. 108,
53117 Bonn, Germany

Registered office: Roderbruchstrasse 26,
30655 Hannover, Germany
Commercial Register Hannover, Germany
Company Number HRB 211924
Supervisory Board Ulrich Walter/Chairman
Executive Board Ralph Beutler/Chairman, Andreas
Benschke, Thomas Stöckl, Richard Taylor

HDI Global Specialty SE
T +49 511 5604 2909
F +49 511 5604 4009
www.hdi-specialty.com

Insurance company licensed by
Bundesanstalt für
Finanzdienstleistungsaufsicht,
Grauhofendorfer Str. 108,
53117 Bonn, Germany

Registered office: Roderbruchstrasse 26,
30655 Hannover, Germany
Commercial Register Hannover, Germany
Company Number HRB 211924
Supervisory Board Ulrich Walter/Chairman
Executive Board Ralph Beutler/Chairman, Andreas
Benschke, Thomas Stöckl, Richard Taylor

Assurance AC 2022 03/03



Les garanties s'exercent à concurrence des montants ci-après :

RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION	MONTANT DES GARANTIES	
Tous Domages Confondus (dommages corporels, dommages matériels, dommages immatériels)	7 500 000 EUR	par sinistre
Dont		
• Dommages matériels et immatériels consécutifs	3 000 000 EUR	par sinistre
• Dommages immatériels non consécutifs	1 000 000 EUR	par sinistre
• Faute inexcusable de l'employeur/Maladie professionnelle	2 500 000 EUR	par sinistre et par période d'assurance
• Atteintes accidentelles à l'environnement (pour les sites non soumis à enregistrement ou à autorisation préfectorale)	500 000 EUR	par sinistre et par période d'assurance
• Dommages aux Biens confiés	30 000 EUR	par sinistre
RESPONSABILITE CIVILE APRES PRESTATIONS RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE		
Tous Domages Confondus (dommages corporels, dommages matériels, dommages immatériels)	3 000 000 EUR	par sinistre et par année d'assurance
Dont		
• Dommages matériels et immatériels consécutifs	3 000 000 EUR	par sinistre et par année d'assurance
• Dommages immatériels non consécutifs	1 000 000 EUR	par sinistre et par année d'assurance

2.La présente attestation valable pour la période d'assurance du 01.01.2022 au 31/12/2022, est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager l'Assureur en dehors des termes et limites précisées par les clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'Assureur.

Fait à Paris, le lundi 7 mars 2022 - VL/MM



HDI Global Specialty SE
T +49 511 5604 2909
F +49 511 5604 4009
www.hdi-specialty.com

Insurance company licensed by
Bundesanstalt für
Finanzdienstleistungsaufsicht,
Grauhofendorfer Str. 108,
53117 Bonn, Germany

Registered office: Roderbruchstrasse 26,
30655 Hannover, Germany
Commercial Register Hannover, Germany
Company Number HRB 211924
Supervisory Board Ulrich Walter/Chairman
Executive Board Ralph Beutler/Chairman, Andreas
Benschke, Thomas Stöckl, Richard Taylor



ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné **Mme Dominique BISAGA**, gérante de la **SAS AC ENVIRONNEMENT** (siret 441 355 914 00298), déclare sur l'honneur être en situation régulière au regard des dispositions de l'article L271-6 du Code de la construction et de l'habitation, que ma société dispose d'une organisation et de moyens appropriés et que l'ensemble des mes salariés présentent les garanties de compétence pour établir les documents prévus aux 1° à 4°, 6° et 7° du I de l'article L.271-4 du Code de la Construction et de l'habitation, ainsi qu'à l'article L126-26 et L.128-29-I du même code, à savoir :

- Le constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L.1334-5 et L.1334-6 du Code de la santé publique ;
- L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L.1334-13 du même code, ainsi que l'ensemble des repérages de l'amiante prévus par le Code de la santé publique et le Code du travail ;
- L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment prévu à l'article L.126-24 du Code de la construction et de l'habitation ;
- L'état de l'installation intérieure de gaz prévu à l'article L.134-9 du même code ;
- Le diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L.126-26 du Code de la construction et de l'habitation ;
- L'audit énergétique prévu à l'article L126-28-1 du même code
- L'état de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article L.134-7 du même code.

Je déclare que la **SAS AC ENVIRONNEMENT** est souscritrice d'une assurance responsabilité civile professionnelle n°76208471-30015 souscrit auprès de la compagnie d'assurance HDI permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions, selon les dispositions de l'article R271-2.

Je déclare n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à moi, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir l'un des documents mentionnés ci-dessus.

En dehors de l'obligation des déclarations des textes cités ci-dessus, je déclare en outre ne pas verser de commission aux apporteurs d'affaires, mandataires, prescripteurs.

Je déclare tenir un registre des réclamations et des plaintes qui est à la disposition des organismes certificateurs sur simple demande.

Fait à Riorges le 19 mai 2022


Dominique BISAGA



AC ENVIRONNEMENT - SIÈGE SOCIAL
64, rue Clément Ader - CS 70046 - 42153 RIORGES
T 04 77 44 92 44 - 04 81 12 01 15 - contact@ac-environnement.com
S.A.S. au capital 100 000 € - SIRET 441 355 914 00298 - RCS 42153 RIORGES - APE 7420 - Représenté par M. Beutler - R. Benschke, M. Stöckl, M. Taylor

0 800 400 100
www.ac-environnement.com



